

ENQUÊTE

JEUDI 6 JUILLET 2017
NUMÉRO 1808

100F

EN PROFONDEUR : FUITES AU BACCALAURÉAT 2017

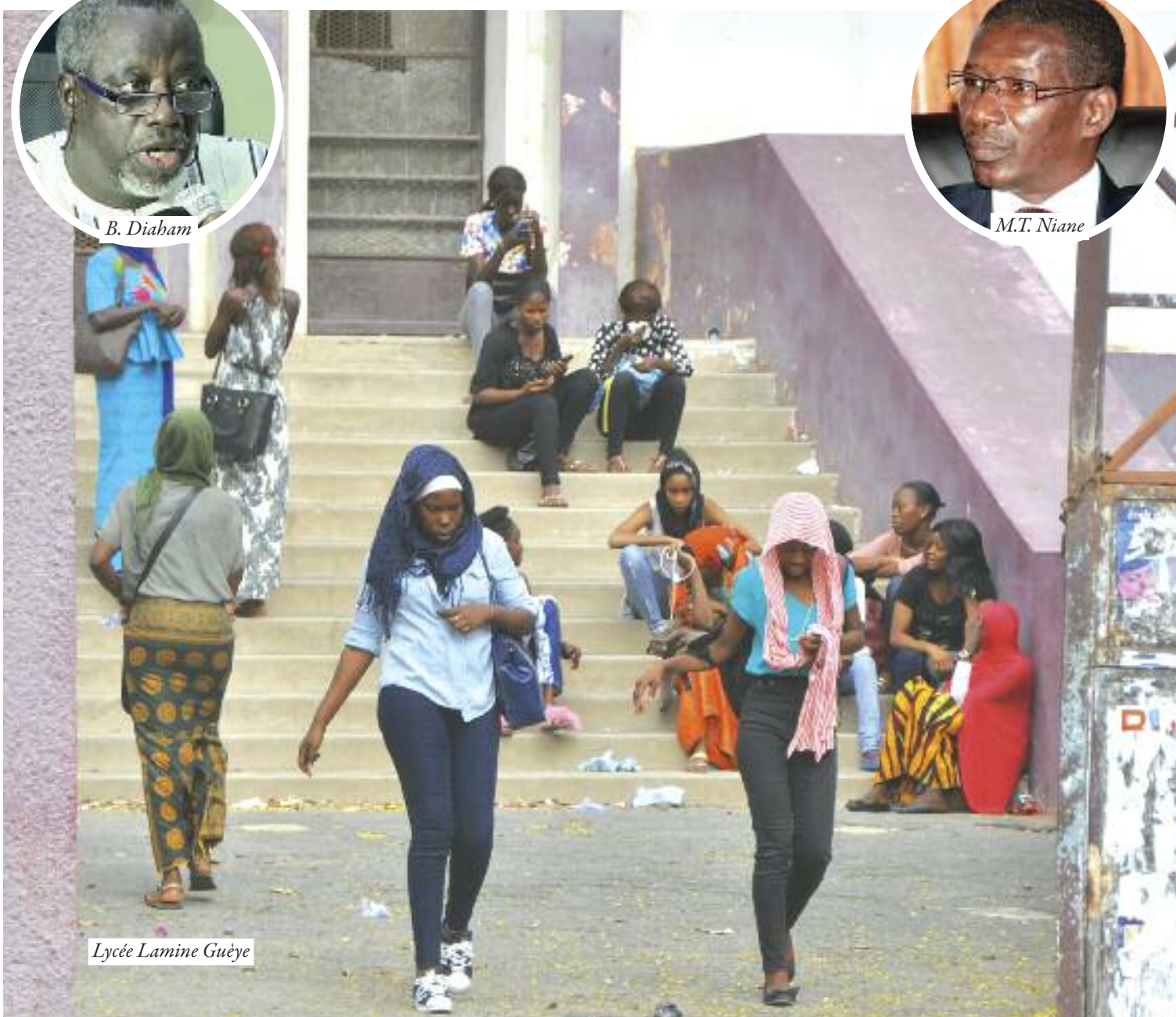
Incompétence ou crime organisé ?



B. Diaham



M.T. Niane



Lycée Lamine Guèye

Les épreuves de Français et d'Histo-Géo annulées, la désillusion des candidats
Babou Diaham (Dir. Office du Bac) : "Je ne compte pas démissionner"
Le silence incompréhensible du Conseil des ministres

P. 6,7,8

MODIFICATION AUJOURD'HUI DE
L'ARTICLE L78 DU CODE ÉLECTORAL

Les députés de
l'opposition sur
le pied de guerre



P.3

PÉNURIE D'EAU

Les directives de
Macky Sall



P.2

DEMANDE DE LP DEVANT LA COUR
SUPRÊME

Khalifa Sall va-t-il
battre campagne ?



P.2

LA CARTE
STAR
ENERGY



Une gestion maîtrisée
et optimale de
votre budget
carburant.



STAR
ENERGY
L'Energy de la vie

Pour plus d'informations

Quest Foire Cité Afrique n°847 - BP 29683 / DAKAR - YOF

Tel.: (221) 33 869 39 39 - Fax: (221) 33 820 23 24

Email: staroil@orange.sn - Web: www.starenergy.sn

www.starenergy.sn

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE, BONNE ORGANISATION DES LÉGISLATIVES

Les directives du Président Sall



La pénurie d'eau à laquelle une partie de la population sénégalaise fait face depuis quelque temps est une véritable préoccupation. Hier, en conseil des ministres, elle a été abordée par le chef de l'Etat. Le Président Macky Sall, pour la sécurisation "urgente" de l'appro-

visionnement en eau potable des populations, a invité le Gouvernement à mettre en place un dispositif opérationnel. Ceci dans le but d'assurer la fourniture régulière de ce liquide précieux au niveau des quartiers affectés par les perturbations dans la distribution de l'eau, et d'accélérer la réa-

lisation des infrastructures hydrauliques de "dernière génération", notamment Keur Momar Sarr 3 et l'usine de dessalement de l'eau de mer des Mamelles.

En outre, pour une "bonne organisation" des Législatives du 30 juillet prochain, il a demandé au Gouvernement de prendre toutes les dispositions logistiques et sécuritaires pour un bon déroulement de la campagne électorale sur l'ensemble du territoire national, et la sensibilisation adéquate des populations sur les modalités du vote. Il faut dire qu'il a aussi invité tous les acteurs politiques" au sens des responsabilités afin que la campagne électorale se déroule dans les meilleures conditions", selon le communiqué final publié à l'issue du conseil des ministres. ■

maire de Dakar. Ladite requête vise à faire obtenir une liberté provisoire à Khalifa Sall, et même mieux, une mainlevée puisqu'elle vise aussi une annulation de la procédure. Les avocats ont saisi la Cour suprême pour contester l'arrêt de la Chambre d'accusation confirmant l'ordonnance de rejet de mise en liberté provisoire de l'édile de la capitale. La décision attaquée concerne également le rejet de la demande d'annulation de procédure. Les conseils du maire socialiste considèrent que tous les actes posés par le Doyen des juges, depuis l'inculpation, sont nuls car selon leurs dires, "leur client ne peut pas être



Khalifa Sall

le communiqué indique qu'il s'est établi à (-165,8 milliards de F CFA) au cours de la période sous revue, contre (-136,0 milliards de F CFA) au mois d'avril dernier.

MANKEUR NDIAYE

Le ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'étranger est en visite de travail à Paris depuis hier. Selon le communiqué dudit ministère, dans le cadre de ce déplacement qui prend fin demain, Mankeur Ndiaye sera reçu au Quai d'Orsay. Et aujourd'hui, informe-t-on, il aura des entretiens avec le ministre des Armées, Mme Florence Parly. Demain, M. Ndiaye sera reçu par le Secrétaire d'Etat à l'Europe et aux Affaires étrangères, le sénateur Jean-Baptiste Lemoyne.

GESTION DES INONDATIONS

"Gouvernance Urbaine Intégrée". C'est le thème de l'atelier qui se tient à Saly, pendant quatre jours, et qui est initié par l'Agence de Développement municipal (Adm), à l'endroit du personnel technique des villes et communes et des acteurs du projet de Gestion des Eaux Pluviales et de l'adaptation au Changement Climatique (Progep). En effet, la gestion des eaux pluviales constitue une véritable problématique de développement pour le Sénégal. C'est dans ce sens que le directeur de l'Agence, Cheikh Issa Sall, indique que "ces dernières années, les risques liés aux changements climatiques, particulièrement les inondations, sont devenus un lourd fardeau pour l'Etat du Sénégal. Ces acteurs de niveau d'intervention et de responsabilité différents doivent tous œuvrer pour la recherche et la mise en œuvre de solutions durables face à la vulnérabilité de nos villes". Ainsi pour l'Adm, il est important de capaciter les acteurs concernés afin d'arriver à bout de ces inondations.

MACKY SALL

Hier, lors du Conseil des ministres, le président de la République a abordé le développement des infrastructures, du désenclavement intérieur et de la valorisation des potentialités économiques des territoires. Macky Sall a demandé au Gouvernement de veiller davantage à la densification et à l'entretien de la voirie urbaine des communes traversées par les routes nationales et départementales, à l'actualisation du dispositif national de classement des routes. Il s'y ajoute la consolidation des activités du Fonds d'Entretien Routier Autonome (FERA). Dans la même lancée, le Président Sall a aussi invité le Gouvernement à prendre toutes les dispositions "requisés" en vue du respect "scrupuleux" des délais d'exécution contractuels

de tous les projets routiers et autoroutiers programmés sur la période 2017- 2019.

MACKY SALL (SUITE)

Restons avec le chef de l'Etat pour souligner qu'il reprend encore les airs. En effet, sur invitation de la Chancelière Angela Merkel, Macky Sall, Président en exercice du Comité d'Orientation du NEPAD, quitte Dakar aujourd'hui pour prendre part au Sommet du G20. Ce dernier est prévu les 07 et 08 juillet à Hambourg, en Allemagne. Selon le communiqué de la présidence de la République du Sénégal, cette rencontre débattrà "d'enjeux majeurs" : changement climatique, énergies renouvelables, numérique, emploi et autonomisation des femmes, initiative allemande dite "Compact avec l'Afrique", visant à promouvoir les relations d'investissement et de partenariat avec le continent.

Le Sénégal, dit-on, fait partie des cinq pays choisis pour la mise en œuvre de la phase pilote de cette initiative parrainée par le G20. Instance internationale qui regroupe les vingt pays les plus industrialisés, le G20 associe "traditionnellement" à ses travaux des dirigeants de pays en développement. Il s'agit de discuter, dans le cadre d'un dialogue inclusif, des principaux problèmes économiques, sociaux et environnementaux auxquels le monde fait face.

KHALIFA SALL

A quelques jours du démarrage de la campagne électorale pour les Législatives, la tête de liste de la coalition Manko Taxawu Senegaal abat sa dernière carte. Histoire de recouvrer sa liberté afin de pouvoir battre campagne. En effet, c'est aujourd'hui que la Cour suprême devra se prononcer sur le pourvoi en cassation du

poursuivi sur la base du rapport de l'IGE car les collectivités locales sont des institutions autonomes". Pour rappel, Khalifa Sall, investi candidat aux Législatives du 30 juillet prochain, est en prison depuis le 7 mars dernier avec cinq de ses collaborateurs pour détournement de deniers publics portant sur 1,8 milliard de francs CFA.

HAUSSE DES EXPORTATIONS...

Les exportations sénégalaises qui étaient dans l'ordre de 121,3 milliards de F CFA en avril dernier ont connu une hausse de 28,5 milliards en avril dernier. En mai dernier, elles sont passées à 149,8 milliards F CFA, soit un relèvement de 23,5%. L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a avancé ces chiffres dans son bulletin mensuel des statistiques du commerce extérieur du mois de mai 2017. Selon un communiqué de l'ANSD parvenu hier à la Rédaction de EnQuête, les principaux produits exportés, au cours du mois de mai 2017, sont les poissons frais de mer avec un montant de 23,5 milliards de F CFA, de l'or non monétaire avec 21,7 milliards de F CFA, les produits pétroliers avec une somme de 13,6 milliards de F CFA, de l'acide phosphorique avec un montant de 13,1 milliards de F CFA et le titane avec 10,2 milliards de F CFA.

...ET DES IMPORTATIONS

L'ANDS renseigne par ailleurs que les importations sont évaluées à 315,6 milliards de F CFA en mai 2017 contre 257,2 milliards de F CFA au mois précédent (avril), soit une hausse de 22,7%. Comparées au mois de mai 2016, les importations ont progressé de 29,8%. Les principaux produits importés, au cours de la période sous revue, sont les huiles brutes de pétrole (40,7 milliards de F CFA), les autres machines et appareils (37,5 milliards de F CFA), le riz (22,3 milliards de F CFA), les produits pétroliers finis (20,8 milliards de F CFA) et les métaux communs (14,6 milliards de F CFA). Concernant le solde commercial,

REMERCIEMENTS

Les familles feu Amadou Diagne dit Doudou, feu Ndiaga Konte, Adja Rokhaya Khoury Sall mère du défunt , Mme Ami Boye épouse du défunt, Mme Fatou Diagne,Mr Pape Oumar Diagne, gendarme à la retraite, Mme Aminatou Diagne UNESCO, Paris, Adjudant Olivier Abeiz Diagne Armee nationale, Mme Fama Kontè Ministère de l'éducation nationale, Mr Amadou Yoro Konte Star Oil SA, Mr Papa Moussa Konte à Toulouse, Mr Cheikh Oumar Konté, Mr Groupe CBAO Attidjari, Mr Mame Abdou Diop, Ministère de l'education nationale, les familles Diagne, Sarr, Sall, Kontè, Thioye, Mbodj, Diaw, Kane, Diop, Diallo, Sow, Ba, Mbengue, Diawara,Ka, Parents et Alliés à Saint Louis, Louga et Dakar remercient tous ceux qui ont compati de près où de loin à leur profonde douleur lors du décès de leur fils, mari, frere, neveu, et ami



MR ABDOUL ABASS DIAGNE,

enseignant à Saint Louis
Décès survenu le jeudi 29 juin.
L'enterrement a eu lieu le vendredi 30 juin à Saint Louis
Que la Terre de Marmiyal lui soit légère.
Puisse DIEU l accueillir au Paradis
FATIHA+11 IKHLASS

Reviez et partagez

A PARTIR DE 20 HEURES

SPECTACLE & DÎNER AVEC

Tous les **SOULEYMANE**
Vendredis **FAYE**

Tous les **PHILIP**
samedis **MONTEIRO**

Tous les **CARLOU D**
Dimanches

facebook : HOUSE OF FAME DAKAR · INFOS & RESA. 33 820 40 06

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Mermoz Pyrotechnie
Villa N°23, 2^e étage
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur Général :
Mahmoudou Wane
Directeur de publication :
Ibrahima Khalil Wade
Rédacteur en chef :
Gaston Coly
Secrétaire de la Rédaction :
Assane Mbaye
Grands Reporters :
Babacar Willane & Mahmoudou Wane
Chef de Desk Société :
Fatou Sy
Chef de Desk Sports :
Adama Coly
Chef de Desk Culture :
Bigué Bob

Rédaction :
Louis Georges Diatta, Viviane Diatta,
Mame Talla Diaw, Aida Diène,
Ousmane Laye Diop, Cheikh Thiam,
Habibatou Traoré
Correcteur :
Boubacar Ndiaye

Directeur artistique :
Fodé Baldé
Maquette :
Penda Aly Ngom Sène, Bollé Cissé

Service commercial :
enquete.commercial@gmail.com
Tél. : **33 868 47 17**
Impression : **AFRICOME**

MODIFICATION DU CODE ÉLECTORAL

Les députés de l'opposition campent sur leur position

Les parlementaires sont convoqués ce matin en session plénière pour la modification de l'article L.78 du code électoral pour permettre aux électeurs de choisir cinq bulletins au minimum lors du vote des prochaines Législatives. Un projet de loi qui passe en procédure d'urgence et qui ne trouve toujours pas l'assentiment des députés de l'opposition.

■ HABIBATOU TRAORÉ

L'Assemblée nationale a tenu hier sa première session extraordinaire de l'année 2017. Une occasion pour le Président de l'institution parlementaire d'informer sur les 3 projets de lois qui doivent passer devant les élus du peuple. Le plus attendu reste cependant le projet de loi n°22/2017 portant modification de l'article L.78 de la loi n°2017/12 du 18 janvier 2017 portant code électoral. Dans son propos, Moustapha Niass précise que "le président de la République a demandé l'examen de ces trois projets de texte selon la procédure d'urgence". Il a d'ailleurs invité la



conférence des Présidents à se réunir "immédiatement" pour régler la programmation des réunions de commissions techniques

qui vont examiner ces projets et de la prochaine plénière qui va les discuter et les examiner en présence du gouvernement. Seulement la décision de faire passer le projet de loi L.78 par procédure d'urgence n'agréée pas les députés de l'opposition. Aux yeux du leader de Bés du ñakk, depuis le début de la 12ème Législature, une cinquantaine de projets de loi y sont présentés dans le cadre de cette procédure. Une utilisation jugée "excessive et abusive" par Mansour Sy Djamil.

"Le gouvernement doit assumer les conséquences"

Selon lui, sous d'autres cieux, cette situation aurait créé des guerres civiles car c'est un forçage au niveau du Parlement sans l'onction populaire. "Il faut revoir la procédure d'urgence et prévoir des conséquences post-électorales. Si c'est approuvé à l'intérieur de l'hémicycle et contesté dans la rue, cela peut causer des problèmes sérieux pour la sécurité et la stabilité des élections", a alerté le député investi sur la liste nationale de Manko Taxawu Senegaal. D'après lui, le code électoral est "sérieux" car il est supervisé par la Cedeao.

Mansour Sy Djamil estime ainsi qu'on ne peut changer le code, six mois avant les élections. "On peut trouver des subterfuges pour essayer de le changer mais je trouve que c'est un calcul extrêmement dangereux", alerte le parlementaire. Le député-maire de Dalifort pense pour sa part que c'est inopportun de modifier le code électoral. Idrissa Diallo précise toutefois que c'est la conséquence de l'entêtement du pouvoir à refuser la proposition du bulletin unique. "Dans toute la sous-région, on utilise le bulletin unique ; et pourquoi pas au Sénégal ? Jusqu'à présent, les gens ont des velléités de fraudes dans la tête. Le gouvernement doit assumer toutes les conséquences de sa position contre ce bulletin unique. "Ce qu'il veut faire, c'est du rafistolage ; il va falloir qu'on prenne des mesures sérieuses. Le bulletin unique permet de faire des économies et de faciliter le vote", a-t-il fait savoir. Pour le leader de la coalition Leeral, cette situation relève d'un pilotage à vue et d'un manque de sérieux. "A moins d'un mois des élections, on vient tripatouiller le code électoral et le modifier, ce qui risque de créer un désordre", prévient Me El hadji Diouf. ■

DISTRIBUTION DES CARTES D'IDENTITÉ BIOMÉTRIQUES

Un taux de retrait de 52,56% malgré la disponibilité des pièces

Le département de Diourbel a reçu 83% des cartes d'électeur inscrits sur son fichier électoral. Mais la distribution se fait au compte-gouttes. Seuls 52,56% des cartes d'identité biométriques de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) disponibles ont été récupérées, à moins d'un mois des élections législatives du 30 juillet 2017.

■ OUMAR BAYO BA (DIOURBEL)

Le département de Diourbel enregistre un faible taux de retrait des cartes d'identité biométriques de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le pourcentage de la distribution de ces cartes est de 52,56% à moins d'un mois des élections législatives du 30 juillet 2017. Selon le préfet Ibrahima Fall, les vingt-trois com-

missions administratives, éparpillées dans les différentes localités (ville de Diourbel et les communes rurales), ont distribué 35 933 cartes sur les 63 369 disponibles dans la période du 1er février au 03 juillet 2017. Les 63 369 cartes d'identité reçues par les autorités administratives représentent les 83% du nombre d'électeurs inscrits sur le fichier départemental (96 281).

La ville de Diourbel, chef-lieu

de département, a enregistré le plus faible pourcentage (44,82%) de distribution. Les dix commissions installées à la préfecture ont distribué les 19 533 sur les 43 577 cartes disponibles.

Dans l'arrondissement de Ndoulo, 55,95% (7702) des 9 191 pièces reçues par la sous-préfecture ont été retirées par leurs propriétaires.

Mais Ibrahima Fall précise que l'arrondissement de Ndingy a enregistré les statistiques les plus



satisfaisantes. Cette localité, comportant sept commissions, a distribué 7702 cartes d'identité sur les 9191 mises à sa disposition.

Pour le chef de l'Exécutif départemental de Diourbel, les cartes d'identité sont disponibles mais les populations ne viennent pas les retirer. "Nous avons 83% des électeurs inscrits sur les listes électorales. Il faut maintenant sensibiliser les citoyens à venir récupérer

leurs pièces", ajoute-t-il.

Pour pallier ce faible taux de retrait, le préfet compte apporter une réforme dans la distribution. "Nous sommes en train de trier les cartes par lieu de vote. Cela nous permettra de décentraliser la distribution dans les prochains jours", indique le préfet Fall. Il souligne par ailleurs qu'il reste moins de (15 000) cartes à confectionner pour le département de Diourbel. ■

MBOUR

114 134 cartes sans preneurs

A moins d'un mois du scrutin législatif du 30 juillet 2017, les cartes d'électeur dorment toujours dans les deux bureaux aménagés au niveau de la Préfecture de Mbour pour leur distribution.

■ KHADY NDOYE (MBOUR)

Plus que quelques semaines, avant que les citoyens sénégalais ne se rendent aux urnes pour élire leurs représentants à l'Assemblée nationale. Mais pour accomplir ce devoir civique, tout citoyen a besoin de se munir de sa carte

d'électeur. Cependant, à Mbour, ces cartes sont en souffrance dans les deux salles de distribution qui se trouvent au niveau de la Préfecture. A ce jour, 60% des cartes ont été retirées, selon le préfet Saer Ndao qui juge le rythme de retrait assez lent. Il faut noter que pour les prochaines élections, le département de Mbour compte

plus de 295 000 inscrits. Le préfet précise : "Tous ces inscrits ne sont pas des habitants de Mbour." Depuis le début de la livraison des cartes, un premier lot de 73 987 coupons a été livré à la Préfecture, 46 118 ont été distribués. Le reste, soit 27 869 cartes, dort dans les caisses. Par la suite, un autre lot de 125 247 cartes est

arrivé après le 23 juin dernier, 51 982 de ces cartes ont déjà été attribuées à leurs propriétaires. Dès l'entame du mois de juillet, plus de 13 000 cartes ont encore été livrées. Pour ce dernier lot, le tri reste encore à faire, afin de procéder à la distribution, selon Saer Ndao qui invite les populations à venir récupérer leurs pièces. "Nous demandons aux citoyens de venir retirer leurs cartes. Ceux dont les cartes n'ont pas encore été livrées, nous leur demandons de faire preuve de patience. Toutes les cartes seront disponibles avant les élections", assure-t-il.

Après calcul, 13 000 cartes du

dernier lot, plus le stock des deux premiers lots, soit au total 114 134 cartes sont sans preneurs. Il a été aussi constaté que pendant les samedis, les commissions de distribution ne reçoivent pas beaucoup de visites. A en croire le préfet, "les gens pensent que nos commissions de distribution ne travaillent pas pendant les samedis. Ce qui n'est pas le cas ; on procède à la distribution des cartes tous les samedis". Qu'à cela ne tienne : Ils sont nombreux à ne pas trouver le précieux sésame dans les commissions de distribution, alors que la date à laquelle ils ont été convoqués est largement dépassée. ■

MEURTRE D'UN MILITAIRE

La perpétuité requise contre deux amis

Le parquet a requis hier les travaux forcés à la perpétuité contre deux amis qui ont mortellement poignardé un militaire, lors d'une soirée dansante en 2011 au Foyer Wakhinane Nimzatt.

■ FATOU SY

Le 26 avril 2011, Jean Marie Mendy a voulu profiter des fêtes de Pâques. Avec sa copine, ils se sont rendus au Foyer Wakhinane Nimzatt pour assister à la soirée dansante organisée là-bas. Le militaire en service au niveau du Bataillon d'infanterie y a passé ses dernières minutes. Car il a été poignardé, cette nuit-là, par le nommé Fallou Sène dit Pakala, aidé par son ami Abdoulaye Diarra. Tout est parti d'une altercation entre la victime et les accusés. L'origine du pugilat demeure un mystère. Mais lorsque la bagarre a éclaté, les protagonistes ont été séparés. D'après certains témoins, le militaire a invité ses bourreaux à poursuivre la rixe dehors. D'autres ont allégué qu'on les a séparés, puis les accusés sont revenus et ont attaqué la victime. Maîtrisé par Diarra qui lui tenait les bras, Pakala lui a administré des coups de couteau. Evacué à l'hôpital Roi Baudouin, Jean Marie n'a pas survécu à ses blessures à la cuisse et à la clavicule. Les responsables de l'hôpital ont avisé la police.

Arrêté en premier, Diarra a conduit



les policiers chez Pakala qui, alors qu'il se trouvait dans les violons, a tenté de dissimuler les preuves du crime, en demandant à sa mère venue lui rendre visite de cacher le couteau qu'il avait pris le soin de brûler, afin d'effacer les traces de sang. Manque de pot, il a été entendu par la copine de la victime qui était dans les locaux de la police pour son témoignage. Cette dernière a informé les limiers qui ont procédé à une perquisition au domicile de Diarra où ils ont découvert le couteau en question ainsi que les habits du défunt.

Mais, face aux juges de la Chambre criminelle de Dakar, Diarra accusé d'assassinat et d'évasion a

laissé entendre que, lors de la perquisition, les policiers ont plutôt pris un couteau de cuisine que sa mère était en train d'utiliser pour écailler du poisson. Inculpé pour assassinat et complicité d'évasion, Pakala a également nié sa présence sur les lieux du crime, car il n'avait pas l'autorisation de sa mère pour se rendre à la soirée. "Je ne dis que la vérité. Les policiers sont venus chez moi à 5 heures du matin avec Diarra, au moment où je dormais dans le salon. Ils m'ont dit de les suivre, car ils avaient des questions à me poser. Arrivé, ils m'ont demandé si j'étais à la soirée de Wakhinane. J'ai répondu par la négative, après je n'ai plus échangé de

paroles avec eux", s'est défendu l'accusé en alléguant avoir été torturé.

"Ils ont un contrat à durée indéterminée avec la délinquance"

"Alors comment ont-ils su que vous avez été condamné deux mois en 2010 pour vol de mouton", lui a rétorqué le président, avant de lui rappeler les mentions du procès-verbal. "Vous avez été appréhendé deux jours après et à 2 heures du matin. A l'enquête vous aviez dit que vous étiez au courant de la mort, mais que vous vous êtes terrés chez vous, après avoir constaté que Diarra n'était pas chez lui", lui a rappelé le juge. Malgré ces remarques du juge, Pakala a maintenu ses dénégations par rapport à la mort du militaire et à l'évasion de son accusé. En effet, alors qu'il était en détention préventive à la prison de Hann, Diarra, condamné dans le passé à quatre reprises, s'était évadé en 2012. Il a été repris à Diourbel où il a été jugé pour vol et s'est présenté sous le nom de Saliou Camara.

Malgré leurs dénégations, Me Djiby Diagne considère qu'il y a préméditation et une réelle volonté de donner la mort. Pour le préjudice, il a réclamé 50 millions de francs CFA. Le parquet a abondé dans le même sens, en soutenant qu'il y a l'intention arrêtée d'attenter à la vie du militaire de par l'attitude des accusés. "Ils n'ont aucun regret en niant de façon ubuesque. Ils ont un contrat à durée indéterminée avec la délinquance. Donc, ils ne doivent bénéficier d'aucune espèce de circonstances atténuantes et méritent la perpète", a martelé le maître des poursuites. A sa suite, la défense a plaidé l'acquiescement. Délibéré le 18 juillet prochain. ■

OUROSSOGUI - CAMBRIOLAGE DANS UNE BOUTIQUE

7 enfants de moins de 14 ans emportent 250 000 F CFA



Illustration

A Dakar, ce sont les fuites notées dans les épreuves du baccalauréat qui animent les conversations. A Ourossogui dans le Fouta, c'est une toute autre actualité tout autant désagréable qui alimente les conversations. Un cambriolage perpétré par 7 enfants qui viennent à peine d'entrer dans l'âge de la puberté. Ils ont tous moins de 14 ans. Ils sont entrés par effraction dans une boutique, durant la nuit du vendredi au samedi dernier, et emporté la somme de 250 000 F CFA. Ayant constaté le vol, il y a de cela 5 jours, le boutiquier a déposé une plainte auprès de la gendarmerie de Ourossogui. Les gendarmes ont visionné les images de la caméra de surveillance placée dans les locaux et identifié le jeune A. Diallo qui vient de boucler ses 13 ans.

Interpellé durant la journée de mardi, le jeune Diallo a reconnu être l'auteur du vol. Il a confié avoir dépensé l'argent en achetant des habits et des chaussures avec 6 autres amis qui sont ses voisins. Il s'agit d'A. Sow, I. Diallo, O. Loum, O. Dia, I. Ka et M. Ba. L'enquête révèle qu'ils sont âgés entre 12 et 14 ans. Les gendarmes ont également découvert que les enfants ont loué les services d'un conducteur de moto Jakarta pour faire leurs courses. Ils ont remis à I. Sow la somme de 50 000 F CFA. Il a été interpellé par les pandores pour le délit de recel. Nos sources soulignent qu'il était au courant de l'origine illicite de l'argent. Malgré cela, il ne les a pas dénoncés.

Pour le moment, les 7 enfants continuent de valser entre les locaux de la gendarmerie et leurs demeures. Ils seront édifiés sur leur sort au terme de l'enquête. Du fait de leurs âges, nos interlocuteurs renseignent qu'ils passent la nuit chez eux et rejoignent les locaux de la gendarmerie le jour, pour les besoins de l'enquête. ■

CHEIKH THIAM

POUR NON-PAIEMENT DE SON SOLDE DE TOUT COMPTE

L'ancien personnel sénégalais de la compagnie Air Afrique se radicalise

Les anciens employés sénégalais de la Compagnie Air Afrique, en faillite depuis le 25 avril 2002, se sont constitués en Collectif pour le paiement de leur solde. En point de presse hier, ces ex-travailleurs ont dénoncé le mépris de l'Etat à leur égard et jurent de se battre jusqu'au bout pour leur dû. En toute légalité et dans la dignité.



■ MAMADOU YAYA BALDÉ

Ils étaient 560 travailleurs de la Compagnie Air Afrique à Dakar. Plus de 80 d'entre eux sont déjà morts. Aujourd'hui, une quarantaine parmi eux s'organise en Collectif pour le rétablissement de leur solde de tout compte (STC) derrière le paiement duquel ils courent depuis 15

ans. Après avoir saisi le gouvernement par un memorandum pour attirer son attention sur leur cas et espérer l'ouverture des négociations, celui-ci n'a donné aucune suite à leur requête. Mieux, à en croire le porte-parole dudit collectif, Mme Adama Diouf, l'agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie (Anacim) qui s'occupe du traitement du dossier

de la compagnie défunte n'a jamais accepté de recevoir ces anciens employés dont beaucoup de leurs "familles sont disloquées". Ainsi, face au mépris et à l'indifférence des autorités sénégalaises quant à leur situation, ces ex-employés de l'ancienne multinationale aérienne n'entendent reculer devant quoi que ce soit jusqu'à leur régularisation. Même au prix de leurs vies, disent-ils.

Cette radicalisation du Collectif intervient après le récent passage du Premier ministre à l'Assemblée nationale où il avait déclaré devant les parlementaires qu'à Dakar, tout le monde était payé dans la compagnie. Ce qui n'a pas manqué de susciter l'ire du personnel sénégalais encore en vie dans des conditions pénibles. "Le personnel sénégalais était réparti dans deux régimes : le personnel basé à Dakar (560 employés dont 82 pour le personnel navigant de cabine) et le personnel basé dans d'autres plates-formes, principale-

ment à Abidjan (262 travailleurs)", renseigne Mme Diouf, porte-parole du collectif, qui ajoute qu'un fonds social a été mis en place, en 2005, par le Premier ministre. Deux ans plus tard, le ministère des Transports aériens avait initié un processus de paiement des droits, suite à un protocole. Un processus qui avait suivi son cours, avec pour objectif principal le paiement, en 2014, du solde de tout compte (STC) de tout le personnel navigant de cabine sénégalais d'Air Afrique en activité sur la plate-forme aéroportuaire de Dakar au moment de sa liquidation.

Cependant, depuis 2014, à la place du solde de tout compte (stc), tous les ex-agents des deux régimes ne perçoivent, tous les ans, que de petites avances de consommation, à l'occasion de deux événements bien ciblés : la Korité (300 000 F CFA) et la Tabaski pour la même somme. "Ces modiques sommes ne permettent pas de faire des réalisations et ont largement entamé notre capital avec lequel nous aurions dû démarrer une nouvelle activité", s'indigne Mme Diouf. La multinationale Air Afrique a été déclarée en cessation de paiement, le 2 janvier 2001, et mise en faillite le 25 avril 2002, par le tribunal de première instance d'Abidjan, à travers un jugement commercial. Après la liquidation de la compagnie, l'ancien président de la BCEAO, Charles Konan Bani, avait initié un projet pour combler ce vide, en vain. ■

CRÉATION DE L'INSTITUT NATIONAL POUR LE GAZ ET LE PÉTROLE

La première promotion rejoindra les amphis en octobre prochain

Le Conseil d'orientation stratégique sur le pétrole et le gaz (COS / Petrogaz) s'est réuni hier au Palais de la République, sous la présidence du Chef de l'Etat. A l'issue de la rencontre, le Président Macky Sall a annoncé que le futur Institut national pour le pétrole et le gaz va ouvrir ses amphis à sa première promotion, en octobre prochain.

■ FATOU SY

Le Président Macky Sall ne veut pas laisser le pétrole et le gaz entre les mains exclusifs d'étrangers. Pour ce faire, il mise beaucoup sur l'expertise nationale afin que l'exploitation se fasse pour l'intérêt du peuple. C'est la raison pour laquelle, directive a été donnée au Conseil d'orientation stratégique sur le pétrole et le gaz (COS / Petrogaz) en vue de la création d'un institut national sur les hydrocarbures. Si l'on se fie aux propos de Seydou Guèye, ministre porte-parole du gouvernement, ledit institut implanté à Diamniadio va recevoir sa première promotion, lors de la prochaine rentrée universitaire. "Le démarrage de la première cohorte de l'institut est prévu en octobre 2017", a-t-il annoncé au sortir de la réunion du Cos /Petrogaz présidé par



le président de la République.

D'après l'architecte Pierre Goudiaby Atépa qui a présenté la maquette, le coût du projet est estimé à 20 milliards. Et quelques fonds, soit près de 10 milliards, ont déjà été levés. Selon ses explications complétées par une projection de film, le joyau érigé sur une superficie

de 25 ha est un R+3 avec, entre autres, deux facultés, une salle multifonctionnelle, un campus pour les enseignants... L'architecte a assuré au Chef de l'Etat que le délai d'exécution de la première phase est de 14 mois. S'agissant du contenu des cours, Seydou Guèye a indiqué que le projet a été élaboré avec l'institut français du pétrole qui a pu définir les curricula et qui a pu élaborer son offre de formation.

D'après ses explications, il y a trois niveaux de formation, puisqu'il s'agit de produire des ingénieurs, des techniciens spécialisés, mais également de produire de l'information au profit et au service de l'administration. En d'autres termes, renseigne le porte-parole du gouvernement, les futurs pensionnaires vont bénéficier "des formations en ingénierie pétrolière, mais également tous les services et compétences dont a besoin le sec-

teur, notamment le droit pétrolier, l'économie et toutes les techniques et compétences dont on a besoin pour exploiter les hydrocarbures dans l'intérêt du peuple". Puisque, a poursuivi le ministre d'Etat, "l'ambition du Président, c'est d'arriver à ce que les Sénégalais puissent être les principaux acteurs dans l'exploitation et le développement du secteur". Tout compte fait, à propos de l'exploitation, des recommandations ont été faites à Petrosen. La première "est de poursuivre le suivi rapproché de l'évaluation des puits de développement et des plates-formes d'évaluation et aussi de renforcer sa présence pour informer l'Etat sur les choix et avant toute décision".

Il est également demandé à la société nationale de renforcer ses propres compétences pour optimiser son action auprès des partenaires, que ça soit dans le cadre des relations avec des Etats ou avec des associations. L'autre point abordé au cours de la réunion porte sur l'accord inter-états qui lie l'Etat du Sénégal à la Mauritanie. "Comme vous le savez, nous avons en partage un gisement qui est par delà la frontière commune", a rappelé Seydou Guèye. Et de poursuivre : "Donc, il faut trouver les meilleures modalités de contractualisation et de partenariat pour exploiter de façon juste et équitable cette réserve qui est de part et d'autre, en s'entourant de tous les acteurs et de toutes les compétences pour que les décisions et les accords puissent être des accords profitables le plus largement possible au Sénégal." ■

PÉNURIE D'EAU, INSECURITÉ ROUTIÈRE, ÉQUIPEMENTS DE LA SENELEC...

L'Etat invité à anticiper sur le front social

Peinée par le front social qui assaille le peuple sénégalais, l'Union nationale des consommateurs du Sénégal (UNCS), réunie en début de semaine, a "vivement" déploré la pénurie, les accidents de la route, etc.

Le bureau de l'Union nationale des consommateurs du Sénégal (UNCS), élargi à l'Association pour la Défense des Locataires du Sénégal et au Collectif des Habitants de HAMO 1 à 6 et AKD de Guédiawaye, s'est penché, en début de semaine, sur des questions sociales. Selon le communiqué de ladite structure dirigée par son Président Ibrahima Dramé, l'eau est un élément "vital" dans la santé des populations et devrait être au premier rang des préoccupations de l'Etat. "La pénurie actuelle, au-delà des raisons techniques, semble liée à une vision réduite des autorités concernées qui n'ont pas su prévoir la croissance très rapide de la population et, partout, des besoins en eau potable", lit-on. Forts de ce constat, M. Dramé et ses camarades exhortent les pouvoirs publics à multiplier la distribution ambulatoire en faisant appel aux sapeurs-pompiers et à l'Armée, de mieux communiquer sur la situation du traitement et de la désalinisation de l'eau de mer pour un usage domestique.

Dans le cadre de la lutte contre l'insécurité routière, l'UNCS plaide pour la création du syndicat des importateurs et distributeurs des tri-cycles. Il s'agit, d'après le communiqué, de mieux encadrer les activités des taxis Jakarta et de sécuriser ce mode de transport. A cet égard, la "faible volonté" de l'Etat et des assurances pour accompagner ce syndicat a été dénoncée. En outre, Ibrahima Dramé et Cie ont relevé que l'approche d'événements religieux tels que la Tabaski et l'Assomption, occasionnant une grande consommation de produits agroalimentaires, devrait inciter à des mesures "préventives" contre la pénurie de denrées de premières nécessités. "Leur rareté soudaine durant la période de fin du Ramadan avait contraint les ménagères à n'acheter que du vermicelle et du couscous pour le repas de fête", remarquent-ils.

L'UNCS, qui renseigne que la plupart des bailleurs ont renoué en toute "impunité" avec les pratiques de "hausses inappropriées" sur le prix des loyers, a aussi fustigé l'absence de consultation avec tous les acteurs concernés par la loi sur le loyer. Elle parle de "discrimination insolite" et se solidarise avec l'Association des Locataires du Sénégal dont elle soutient toutes les initiatives. ■

PAPE NOUHA SOUANÉ

TRAVAUX DE L'UAM DE DIAMNIADIO

Une ouverture incertaine à la rentrée prochaine

L'Université Amadou Mactar Mbow risque de ne pas être fin prêt pour accueillir des étudiants à la rentrée prochaine. En effet, à trois mois de l'ouverture de l'année universitaire 2017-2018, les bâtiments de ce

temple du savoir sont loin d'être livrés. Ce mardi, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, qui était l'hôte du Conseil départemental de Rufisque pour une journée de partage et d'échange suivie d'une visite

de terrain, ne semblait pas optimiste quant au respect des délais. Mary Teuw Niane n'est plus certain de l'ouverture de l'UAM à la rentrée prochaine comme déjà annoncée.

Faisant le point des travaux, il dit : "26 bâtiments sont déjà implantés. Il reste les travaux de l'annexe du rectorat, de l'Uefr 1, mais l'entreprise en charge des travaux nous promet d'accélérer les travaux pour espérer une ouverture à la rentrée prochaine".

Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la

Recherche scientifique informe que les travaux des différents chantiers de son département, dans le Pôle urbain de Diamniadio, génèrent beaucoup d'emplois. Il s'agit de la Cité du savoir, de la Médiathèque, la Maison de la science et l'Université Amadou Mactar Mbow. A l'en croire, "il y a trois mois, la Direction de la maintenance des constructions des établissements, avait évalué à 6 000 le nombre d'emplois générés par les chantiers de l'Enseignement supérieur". ■

PAPE MOUSSA GUËYE (RUFISQUE)

FILIÈRE LAITIÈRE

Les femmes de l'Afrique de l'Ouest veulent moderniser le secteur

Moderniser l'exploitation, la conservation, la gestion et la commercialisation du lait, c'est l'objectif visé par l'Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO), selon la présidente Khady Fall Tall qui s'exprimait hier, lors d'un atelier.

■ MARIAMA DIEME

En Afrique de l'Ouest, on note un niveau de pauvreté de "plus en plus croissant", surtout chez les femmes, selon la présidente de l'AFAO, Khady Fall Tall. Et cela, malgré leur forte présence dans les activités agro-sylvo-pastorales. En effet, l'élevage pratiqué dans le continent est essentiellement développé dans la zone sahélo-soudanaise où il est au cœur des systèmes

de production des ménages ruraux. "Les femmes commercialisent le lait pour gagner très peu d'argent. Nous avons d'autres ambitions aujourd'hui pour le continent et pour la filière. C'est de moderniser l'exploitation, la conservation, la gestion et la commercialisation du lait. Combien nous coûte le lait en poudre par mois pour notre consommation, alors que nous versions du lait ? Il y a quelque chose d'incompréhensible", a déclaré la présidente de l'AFAO hier, lors d'un

atelier d'échanges et de partage d'expériences des femmes africaines dans les activités de développement de l'élevage.

En réalité, pour Mme Tall, le lait est l'un des produits alimentaires les plus transversaux en Afrique. "Le pastoralisme n'est pas un métier purement réservé aux hommes. Bien au contraire. L'essentiel des activités qui traite de lait, le petit élevage domestique, la commercialisation du lait, sont du ressort exclusif des



Khady Fall Tall

femmes", dit-elle. Dès lors, elle préconise que les communications de masse au niveau du Bureau Interafricain des Ressources Animales de l'Union Africaine (UABIRA) puissent être accompagnées par les femmes. De son côté, le directeur de l'Elevage du ministère séné-

galaise de tutelle, Docteur Dame Sow, a affirmé qu'il est aujourd'hui mondialement reconnu que les femmes sont un "levier important" pour le développement économique de leur pays. Donc, "l'idée de mettre en place un réseau des femmes en élevage me paraît particulièrement pertinente", a-t-il dit.

Il faut noter que du point de vue de la politique régionale, la filière laitière fait partie des 14 filières prioritaires de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) et une priorité de ECOWAP+10 de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). ■

FUITES, FRADES ET LÉGÈRETÉS AUX EXAMENS

La rançon de l'incompétence

Si l'Office du bac avait opté pour la solution de l'anticipation, sans doute que la fuite massive notée à l'examen du bac 2017 n'aurait pas eu lieu. Mais au-delà de ce cas précis, c'est tout le gouvernement qui a manqué de réaction, car les signaux d'une faillibilité du système se multipliaient d'année en année.

■ BABACAR WILLANE

Depuis quelques années, à chaque fois que l'école sénégalaise a occupé les premières places de l'actualité, c'était généralement pour des grèves ou de mauvais résultats. Mais cette fois-ci, les fuites semblent bien décider à prendre le podium. Désormais, ce n'est plus une question de supputation ou de présomption, c'est avéré. À partir de là, l'un des premiers éléments à souligner dans cette affaire, c'est l'absence d'anticipation. Avec les épreuves anticipées de philosophie, les enseignants avaient déjà alerté sur des cas de fuite. Mais le ministère de l'Enseignement supérieur avait vite fait de tout dégager d'un revers de main. "Notre objectif était d'alerter pour que le système soit mieux sécurisé. Mais le ministre nous a snobés. Il nous a méprisés à la limite", regrette Abdoulaye Ndoye.

Ainsi, à la place du renforcement du dispositif, Mary Teuw Niane a opté pour une plainte contre X pour diffusion de fausses nouvelles. Ce qui amène certains responsables à dire que la responsabilité du ministre est impliquée au premier



Candidats dans les couloirs du lycée Seydou Nourou Tall

chef. Il lui appartient donc d'en tirer les conséquences qui s'imposent, soutiennent des interlocuteurs. "Il faut sans doute ouvrir une enquête. Mais avant ce travail de la Justice, ceux qui ont la responsabilité morale d'organiser les examens doivent prendre leurs responsabilités", déclare Souleymane Diallo du Sels. Le coordonnateur de la Cosydep abonde dans le même sens et se fait plus clair. "Ceux-là qui sont impliqués devaient aller dans le sens de démissionner. Il faut qu'on arrête de minimiser des faits graves. On ne peut pas tirer les leçons avec les mêmes responsables", dit Cheikh Mbow.

Pourtant, en conférence de presse hier, Babou Diaham le directeur de l'Office du bac a écarté toute idée de démission. Souleymane Diallo demande alors au chef de l'Etat de prendre les mesures qui s'imposent, en sanctionnant ceux qui sont au premier niveau de responsabilité. Le président de l'Unapees Abdoulaye Fané, lui, veut des investigations sérieuses et des "sanctions exemplaires pouvant aller jusqu'à la radiation des fautifs de la Fonction publique". Selon plusieurs interlocuteurs, lorsqu'il est question de fraude, ce sont les candidats qui sont les coupables. S'il s'agit de fuite par contre, c'est dans l'organisation,

notamment le niveau central. Ce qui fait de Babou Diaham l'homme à abattre. Nombreux veulent le voir partir. Certains disent même qu'il est à la retraite. Mais en tant que prof d'université, faudrait-il d'abord qu'il ait 65 ans. Dans tous les cas, même les étudiants s'en sont pris à lui, réclamant au passage sa démission.

Il y a pourtant des voix qui s'élèvent pour prendre sa défense. Un enseignant du supérieur, actuellement président de jury, plaide pour plus de clémence à son endroit. Il pense que le monsieur ne mérite pas d'être jeté à la vindicte populaire. "Ce n'est pas parce qu'il y a un problème cette fois-ci qu'on doit tout mettre sur lui. C'est oublier ce qui a été fait durant les années passées. Moi qui vous parle, c'est lui qui a signé mon attestation en 1993. Une étude a montré que le bac sénégalais est l'un des plus sûrs", plaide-t-il.

Plusieurs signaux en amont

En attendant qu'une décision soit prise, c'est le bac sénégalais qui en prend un sacré coup. Ce qui justifie des appels de partout à une reprise intégrale du bac 2017. Mais au-delà de ce sésame qui ouvre les portes de l'université, ce sont surtout tous les diplômes du pays qui risquent le discrédit dans un contexte où l'information circule d'un bout à l'autre de la planète. D'ailleurs, ce qui se passe n'est que l'aboutissement d'une suite de dysfonctionnements, sans qu'il y ait une réponse appropriée. En effet, avant que les sujets d'Histo-géo et de français ne se retrouvent entre les mains des candidats avant l'heure des examens, c'était d'abord la philosophie. Il y a de cela quelques semaines, il était question de

manquement dans le Concours général de cette année.

Auparavant, en 2013, il y a eu fraude dans l'examen des élèves-maîtres. La main de l'autorité n'a pas tremblé face aux 690 enseignants qui étaient en formation. Ils ont été tout bonnement radiés, en violation même de la décision de Justice. Pour les agents du ministère par contre, Serigne Mbaye Thiam avait pris des mesures conservatoires dans un premier temps. Par la suite, non seulement ils ont été réhabilités, mais ils ont bénéficié d'une promotion. Bien avant cela, il y a eu un centre cambriolé à Bargny au Bfem 2014. En 2002, les épreuves avaient fui. Sans compter les autres allégations de fraudes ou de fuites qui reviennent presque chaque année.

Malgré tous ces faits dont certains sont avérés et d'autres supposés, il n'a jamais été question de revoir l'organisation des examens et concours dans sa globalité et des hommes qui la composent. "Il faut éviter de solutionner au cas par cas. Au-delà du bac, il faut penser au Bfem à venir et à tous les examens et concours de façon générale. Nous avons besoin de solutions durables. Il faut une évaluation systématique du dispositif et des pratiques", préconise Cheikh Mbow. Même point de vue de la part de Souleymane Diallo qui pensait que le Sénégal, avec toute son histoire et son vécu en la matière, avait déjà dépassé ce stade. Certes, la situation est douloureuse, notamment pour les candidats, mais comme le dit l'adage, à toute chose malheur est bon. Ce sera sans doute le point de départ pour une solution crédible et durable. ■

ANNULATION DES SUJETS D'EXAMEN

Le bac sénégalais à l'épreuve des fuites

Colère, incompréhension, indignation sont les sentiments les mieux partagés chez les candidats au baccalauréat sénégalais au Lycée Thierno Saidou Nourou Tall, après que les sujets d'Histo-Géo, de philosophie et de français ont fui de manière inquiétante.

■ OUSMANE LAYE DIOP

Pour cette session du bac, les fuites n'auront peut-être épargné que les épreuves facultatives de dessin. Anecdote pour ce diplôme mythique, le rite de passage le plus symbolique du cursus académique. Hier, c'est comme si on avait vécu en entier les séquences du film "Les sous-doués passent le bac", en moins comique, moins fictif. Une situation tellement révoltante qu'Evelynne Françoise Bassène, candidate du collège Sacré-Cœur composant au Lycée Thierno Saidou Nourou Tall, crie son amertume. "Nous sommes victimes des tiraillements entre syndicats d'enseignants et l'Etat du Sénégal. Des fuites et alors ? Est-ce que c'est nous candidats qui sommes allés à l'Office du bac pour solliciter les épreuves ? Qu'ils arrêtent de se payer nos têtes ! Les responsabilités sont partagées entre ces deux entités", peste-t-elle à l'ombre des bancs en dur installés dans la cour de l'école.

Cette journée est déjà mémorable dans sa jeune vie d'adulte qui devait commencer avec l'obtention de ce premier diplôme universitaire. Dans son

Lacoste rouge, elle relate les heures d'une matinée qu'elle n'oubliera pas de sitôt. "Il était presque 9h quand les surveillants nous ont demandé de poser nos stylos et d'arrêter la composition, sans autres explications qu'il y avait des fuites", avance-t-elle. Elle et d'autres candidats venant de son école, de Yalla-Sur-En, de Cemad, de l'Université populaire du PS (Upeps)..., avaient commencé à plancher sur les épreuves quand la nouvelle est tombée, sans grande surprise. "Je connais beaucoup d'élèves qui étaient en possession des épreuves avant leur tenue. Moi y compris", avance un élève longiligne qui préfère garder l'anonymat.

Les prétendants au précieux sésame devaient choisir entre un commentaire de texte, suivi ou composé, d'un sonnet de Pablo Neruda intitulé : "Avant de t'aimer je n'avais rien" ; une dissertation sur les fonctions essentielles des genres littéraires (théâtre, roman, poésie) ; et un résumé suivi de discussion d'un texte d'Adelino Braz sur le regard de l'artiste. A 13 heures passées, le choc est passé, mais l'incompréhension refuse de le céder à la colère parmi les candidats déjà

malheureux à cette session normale du baccalauréat d'enseignement général 2017. Dans son haut rouge et un jean bleu délavé, cette candidate de la série L' lave ses camarades de toutes suspicions de fraude que les réseaux sociaux auraient peut-être facilités.

"Tout arrêter et repousser la date en août ou octobre pour tout refaire"

Dans la discussion générale, les élèves, très timides initialement, sont encouragés par cette intervention de leur camarade. "On aura fait tous ces efforts pendant tout ce temps pour que finalement l'on nous dise que ça a été annulé. Vous ne pouvez même pas savoir comme je suis abattu", lance à son tour Jean-Luc Malou. Lui a quitté sa Guinée-Bissau natale justement pour bénéficier de l'aura de ce diplôme sénégalais qui est "sanctifié" dans son pays. "Evidemment que c'est très mauvais pour la crédibilité du bac sénégalais et pour l'image du pays tout court. Le mieux serait de reprendre le processus à zéro et pas seulement les matières incriminées", peste-t-il.

Un avis que partage le Censeur des études du Lycée, M. Mbodj. "Le bac de cette année est déjà entaché d'irrégularités. Je pense qu'il faudra tout arrêter et repousser la date en août ou octobre pour tout refaire", défend-il. Dans les couloirs aux peintures décrépies de cette école publique de référence, les jeunes candidats sont éclatés par petits groupes et sont dans l'expectative d'une conférence de presse du directeur de l'Office du bac qui a été délocalisée de l'espace universitaire au siège du ministère de l'Enseignement supérieur, à cause d'étudiants en colère. Les étudiants ne comprennent pas pourquoi les dispositions n'ont pas été prises après que de fortes rumeurs de

fuites ont entaché la composition des épreuves d'Histo-Géo, la veille.

Mais le Censeur de Seydou Nourou Tall explique que tel n'était pas le cas. "Il n'y avait pas de fuites pour l'histo-géo, mais il y avait des erreurs sur le sujet. Il y avait des questions qui ne pouvaient pas être traitées, parce qu'il n'y avait pas d'éléments. Il y a eu des choses qui ont été sautées et que des candidats ne pouvaient pas s'en sortir. Ils ne parvenaient pas à déchiffrer le sujet. Et la commission nationale était en train de trouver des solutions", avance M. Mbodj. Awa Guèye du Lycée Blaise Diagne, qui a postulé pour une pré-inscription en France, nourrit des appréhensions pour les étudiants qui désirent se rendre à l'étranger. "On risque de pâtir de cette situation. Vous savez très bien les rigueurs des universités et services consulaires occidentaux. Ces fuites risquent de nous porter préjudice", avance-t-elle, dénonçant comme ses camarades le caractère massif et systématique "d'une fraude à très grande échelle".

"Si Babou Diaham s'en va..."

Dès qu'on franchit le portail, c'est un communiqué lapidaire qui est affiché sur le tableau vert de l'école. "En raison des fuites de Français (sic), les candidats sont priés de se présenter ce 05 juillet 2017 à 14h pour l'épreuve de mathématiques". Une situation que regrette le censeur de l'école qui appelle toutefois à ne pas jeter l'opprobre sur le directeur de l'Office du bac. "Je crois que le problème de Babou Diaham, c'est trouver les fautifs. A quel niveau les sujets sont sortis ? Il faut faire une enquête approfondie pour trouver cela. La fuite ne peut pas venir de lui, parce que je pense qu'il ne va pas scier la branche sur laquelle il est assis. Il faut faire des enquêtes pour trouver les origines et ne peut pas le

cibler. Si Diaham s'en va et que l'origine du problème n'est pas réglée, on restera toujours à la case de départ. Rien ne sera réglé", défend M. Mbodji.

C'est une malheureuse suite de fuites qui a parsemé les épreuves d'examen et concours cette année. Après le réchauffé des épreuves de Mathématiques au prestigieux Concours général à l'avantage d'une école et au détriment des autres, des fuites dans l'épreuve anticipée de Philosophie en juin dernier avaient fait les choux gras de la presse, les fuites des épreuves du Français sont presque une non-surprise. Certains élèves n'y vont pas par quatre chemins pour accuser ouvertement les syndicats d'enseignants de représailles contre le gouvernement. D'autres font porter le tort aux autorités qui, selon eux, ne cessent de tirer sur la corde raide, depuis quelques années.

"Confier l'organisation de cet examen à... l'armée"

Signe des temps modernes, ces fuites ont explosé hier sur les réseaux sociaux : Facebook et Twitter où les commentaires indignés des élèves, de leurs parents, d'universitaires, ou de simples citoyens ont défilé sur les fils d'actualité. Le professeur de géopolitique à l'Ucad, Lat Soucabé Mbow, sur sa page, déclare que "c'est le point d'orgue atteint dans l'affaiblissement du système éducatif placé en soins palliatifs depuis les Etats généraux de l'éducation et de la formation (EGEF) de 1981 jusqu'à la dernière concertation nationale pour l'amélioration de l'enseignement supérieur".

La plupart des internautes et des intervenants dans les forums ont appelé à la démission du directeur de l'Office du bac Babou Diaham et du ministre de l'Enseignement supérieur, Mary Teuw Niane ; pour confier l'organisation de cet examen à... l'armée. ■

BABOU DIAHAM (DIRECTEUR DE L'OFFICE DU BAC)

“Si vous remplacez le pain dans le four, vous saurez qu’il est très brave”

Après les nombreuses fuites qui ont émaillé le Baccalauréat 2017, Babou Diaham est sorti hier de son mutisme habituel pour s'adresser à la presse. Un grand oral au cours duquel celui qui trône à la tête de l'Office du Bac, depuis 2001, a réaffirmé sa volonté de ne pas jeter l'éponge.

■ MOR AMAR

Fraudes et fuites

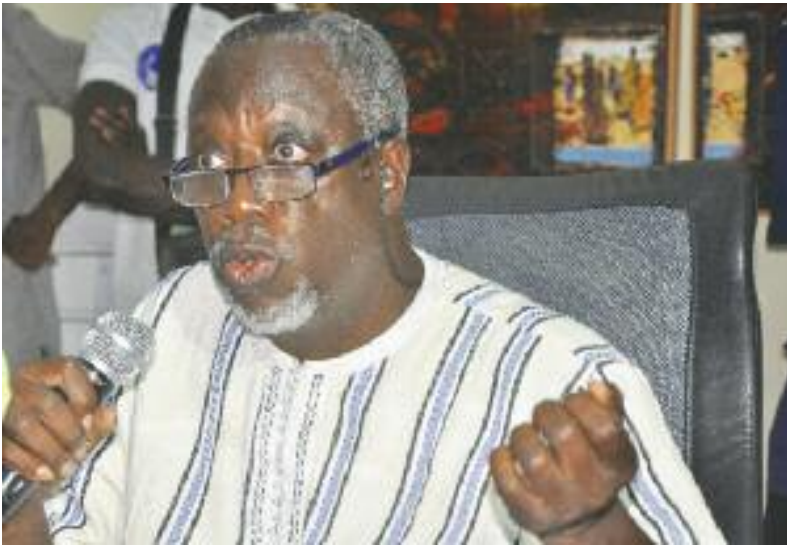
“L'objectif de cette rencontre est d'apporter des informations sur les fuites dont fait état la presse sur certaines épreuves d'évaluation du baccalauréat 2017. C'est pour vous aider à comprendre la situation actuelle. Certains parlent de fraudes. Il faut distinguer la fraude de la fuite. Il y a fraude quand il y a un candidat qui utilise un procédé non autorisé pour disposer et traiter un sujet. En pareil cas, il n'y a pas de grande difficulté. La conduite à tenir est connue des pédagogues. La situation qui nous réunit est moins courante. Il est en effet question de fuite. C'est-à-dire une situation dans laquelle tout une partie de l'épreuve, des épreuves ont été divulguées et se trouvent à la disposition d'un public plus ou moins large. En raison de la rupture d'égalité que cela induit, en raison de la forte suspicion de favoritisme qu'elle suscite et du bénéfice illicite qu'en tirent certains, une telle situation est inadmissible et injustifiable. Personne ne doit en tirer profit. Il convenait donc, à titre conservatoire, d'annuler les épreuves dès que les soupçons de fuite ont été confirmés. Ensuite, il faudra situer les responsabilités par une enquête administrative et judiciaire.”

Deux candidats surpris avec l'épreuve d'histoire et géographie à Dakar et à Thiès

“Pour ce qui est du français, nous avons été interpellés par des sources crédibles pendant la nuit. On nous a fait état de fuites dans certaines épreuves. Après vérification de ces allégations, nous avons décidé d'annuler l'épreuve de français des séries littéraires (L) qui devait se dérouler ce matin (hier matin) par souci d'équité. Elle est reprogrammée pour le lundi 10 juillet 2017 à 8 heures dans les mêmes conditions. Les inspecteurs généraux de l'éducation et de la formation IGEF de la discipline s'y attellent pour un bon déroulement de l'épreuve de remplacement. Il en sera de même pour l'épreuve d'histoire et de géographie qui est reprogrammé le même jour que le français à 15 heures. Pour cette dernière, deux candidats ont été surpris avec l'épreuve avant qu'elle ne soit distribuée. L'un à Dakar, l'autre à Thiès.”

Atelier sur la réforme du bac et de l'Office

“Nous avons annulé ces épreuves car nous avons la responsabilité d'organiser des examens exempts



de suspicion, de délivrer des diplômes incontestables et de donner à nos enfants les mêmes chances de réussite. C'est dans ce sens que nous remercions les syndicats, parents d'élèves, les partenaires sociaux pour leur vigilance et leur rôle de veille sur le système éducatif. Nous devons tous œuvrer à faire cesser ces troubles, à poursuivre et sanctionner ceux qui les ont créés. Nous devons tirer des leçons de cette crise. Depuis un an, nous réfléchissons à la réforme du baccalauréat et de l'Office du bac. Les TDR sont prêts. Il est urgent de tenir cet atelier. Toutefois, il faut savoir que les fuites font partie des risques dans l'organisation des évaluations. C'est ce qui explique toutes les garanties autour du choix des sujets. Nous tenons à rassurer nos enfants

et leurs parents que tout sera mis en œuvre pour que ce baccalauréat se poursuive et se termine dans les meilleures conditions.”

Responsabilité de l'Office du bac

“En tant que responsable de l'Office du Bac, je ne peux pas déga-ger ma responsabilité dans cette affaire. Mais encore faudrait-il que la faille se situe à notre niveau. Si ça vient d'ailleurs, d'autres devront payer. Et la loi leur sera applicable dans toute sa rigueur. A ceux qui demandent ma démission, je dirai ceci : un adage wolof dit que si vous remplacez le pain dans le four, vous saurez qu'il est très brave. Je n'ai pas de fixation sur un poste. C'est un décret qui m'a nommé, c'est un décret qui va m'enlever. Cela arrivera quand Dieu le voudra. Tant que nous

jouirons de la confiance des autorités, nous resterons sur place. Je ne vais pas demander à être démis. Ce que je peux vous garantir, c'est qu'aujourd'hui plus qu'hier, nous avons la motivation, le souci de bien faire qui nous anime depuis 2001. Mais nous n'allons pas nous dédouaner s'il est établi que ces failles proviennent de nos services.”

Maintien des épreuves de Maths et de Philo

“Concernant l'épreuve de mathématiques, nous avons reçu des alertes. Et nous avons pris le soin de vérifier ces informations. Il a été établi que les épreuves qui circulent dans les réseaux sociaux ne sont pas les bonnes. Il n'y avait donc aucune raison de les annuler. (Elles ont été tenues hier dans l'après-midi. Ndlr) Pour ce qui est de la philosophie, l'Office a réagi très vite. Quand le problème s'est posé, nous avons saisi les acteurs sur le terrain pour vérifier si les allégations sont avérées. Les informations que nous avons ne nous ont pas permis de dire qu'il y a eu bel et bien fraude. C'est pourquoi nous avons demandé au ministre de l'Enseignement supérieur de porter plainte contre X pour diffusion de fausses nouvelles, entre autres. Il faut laisser la Justice élucider cette affaire. Certains ont demandé pourquoi on n'a pas pris les devants avec ce qui s'est passé durant les évaluations en philo. Je répète qu'à l'époque, nous n'avions pas d'éléments nous permettant de dire qu'il y a problème. Seule l'enquête ouverte par la Justice peut nous éclairer. Et nous n'avons pas ces résultats. L'enquête est toujours en cours. Nous n'avons pas utilisé les sujets de secours car les IGEF ont dit que ce n'était pas sûr. Ils sont en train de travailler sur de nouveaux sujets.”

Nuisance des réseaux sociaux

“Je ne suis pas habilité à bloquer les réseaux sociaux. Il faut le demander aux services compétents. Mais c'est une hypothèse difficile à envisager parce qu'elle touche à la liberté des individus. Ce qu'on peut faire, c'est faire la proposition aux autorités. Si c'est possible de le faire, cela

peut nous aider à faire face à la situation. Nous n'avons pas les moyens de lutter contre la cybercriminalité.”

Soupçons de sabotage

“Nous faisons tout pour éviter ces fuites mais nous ne pouvons rien garantir. Car il y a des gens qui construisent et d'autres qui déconstruisent. Pendant qu'on met des stratégies pour améliorer le dispositif, eux aussi réfléchissent sur des stratégies pour que ça ne marche pas. Les gens doivent savoir que le bac n'appartient ni au gouvernement ni à Babou Diaham. Il appartient à toute la nation. Nous devons tous œuvrer pour sa réussite. Toutes ces questions seront abordées dans l'atelier que nous allons tenir autour du bac. Dans certains pays que nous avons visités, ce sont les forces de l'ordre même qui assurent le convoyage des épreuves. C'est difficile de situer les responsabilités car la chaîne est très longue. Elle démarre avec la proposition de sujets des enseignants. Ensuite, au niveau de l'Office, une commission est chargée de faire le tri. Après, il y a l'IGEF qui fait le choix définitif du sujet et qui délivre un bon à tirer. C'est à ce moment seulement qu'on peut tirer l'épreuve et l'acheminer dans les centres d'examen.” ■

FUITES AU BAC

Le professeur Abdoulaye Niane réclame la démission du ministre

C'est une vague de réactions indignées qui a eu lieu ces dernières 48 heures, avec les fuites notées lors des épreuves du Bac. La tête de liste nationale de la coalition Beneen Baat Bu Bees n'est pas en reste. Il pointe du doigt l'Etat. En marge de l'atelier de formation de ses coordonnateurs et mandataires organisé hier au Cnfa de Rufisque, Abdoulaye Niane, professeur de Droit fiscal à l'université Alioune Diop de Bambey, a estimé que les responsables soient identifiés. “Aujourd'hui, dit-il, le ministre doit démissionner. Ailleurs, c'est tout le gouvernement qui aurait démissionné.”

Selon lui, “c'est l'Etat qui connaît une série de fuites dans tous les domaines. Le processus électoral n'est pas sain ; l'organisation des examens n'est pas saine”. Ce climat délétère trouve, selon lui, son explication dans un manque de rigueur. L'ancien inspecteur des Impôts de dire : “Ce n'est pas un phénomène nouveau. Il y a quelques mois, nous avons eu vent de ces revers avec même des antécédents judiciaires.” Par conséquent, il est nécessaire de tirer les conséquences. Ce qui lui permet de dire que la gangrène est au sommet de l'Etat, avant de faire remarquer que “les gens doivent sanctionner un gouvernement qui n'est pas en mesure d'organiser des examens. On ne peut pas lui faire confiance, parce que c'est la jeunesse qui est sacrifiée. C'est une génération toute entière qui est en train d'être sacrifiée. Si les institutions ne sont pas crédibles, si le peuple ne peut pas placer sa confiance, demain, ils auront des problèmes pour faire d'autres concours”. ■

PAPE MOUSSA GUËYE (RUFISQUE)

RÉACTIONS... RÉACTIONS... RÉACTIONS...

MANSOUR SY DJAMIL (DÉPUTÉ)

“Je suis meurtri qu'il y ait des fuites dans le système éducatif”



“Ce qui me désole, c'est d'assister à la dégradation du système scolaire sénégalais. A notre temps, tous les professeurs étaient des agrégés. Ça me choque que de telles choses se passent dans le pays de Senghor. Ce dernier a tout fait pour garantir la qualité de l'enseignement sénégalais afin de le rendre compétitif non seulement dans les uni-

versités sénégalaises mais également mondiales. Je suis meurtri de voir que dans le système éducatif sénégalais, il est possible de faire des fuites. Je crois qu'il faut une concertation car au-delà des élèves, les parents aussi sont immédiatement concernés. Et c'est l'avenir du Sénégal de manière générale qui est en jeu. Il faut organiser des assises, y réfléchir collectivement pour trouver des solutions.”

HÉLÈNE TINE (DÉPUTÉ)

“Nous sommes tous interpellés”

“C'est une situation extrêmement grave pour notre pays que les épreuves du Bac se retrouvent dans la rue. Cela dénote de l'état de déliquescence des valeurs et de la morale dans ce pays. Ce qui est grave, c'est qu'on semble dire à la jeunesse que tout doit être triche et



magouille. Nous sommes tous interpellés depuis la cellule familiale qui est le lieu de socialisation de l'enfant jusqu'aux plus hautes autorités de ce pays qui ont une part de responsabilité. Il ne faut pas qu'on soit surpris et cela dépasse le milieu de l'éducation. C'est une gangrène dans tous les secteurs, c'est très grave et c'est honteux. On peut avoir des fuites dans une matière, c'est déjà arrivé ; mais aujourd'hui, c'est toutes les épreuves du Bac qui sont dans la rue.” ■

H. TRAORÉ

SÉCURISATION DES SUJETS

Les épreuves sous tunnel

Les examens au Sénégal sont souvent secoués par des cas de fuites. Et pourtant, les sujets semblent bien bunkerisés. Ce qui alimente les supputations pour l'heure.

■ BABACAR WILLANE

À voir le processus de sélection des épreuves et leur encadrement jusqu'à la table d'examen de l'élève, on ne manque pas de se demander à quel niveau ça peut bien fuiter. En fait, tout semble fermé du début à la fin. Chaque année, l'Office du bac sélectionne 10 à 20 enseignants chevronnés dans chaque discipline. Ils leur demande de faire des propositions de sujets. Les enseignants sont saisis directement, le président de l'établissement où il sert n'est même pas au courant, d'après un interlocuteur qui a déjà l'expérience. Quand l'enseignant propose un sujet, c'est lui-même qui porte l'enveloppe à l'Office du bac. Le sujet ne doit pas être saisi. L'enseignant ne laisse aucune trace. Il s'engage à la confidentialité et à ne pas le traiter durant les cinq prochaines années. Au départ, il y a donc entre 10 et 20 sujets pour chaque discipline.

Une fois cette étape franchie, l'Inspecteur général de l'éducation et de la formation (IGEF) met sur pied une commission de sélection. Ils sont 4 à 5 profs dans la discipline et sont réputés expé-



mentés. Ce sont eux qui doivent faire le tri et sélectionner 3 sujets à retenir. Pour éviter une redondance, l'IGEF leur donne les sujets des 5 dernières années. Cependant, la commission n'est pas obligée de sélectionner un sujet dans son intégralité. Elle le fait rarement d'ailleurs, explique une source qui a eu à y officier. En fait, à l'heure du dépouillement, trois critères sont dégagés pour chaque sujet : la maîtrise des connaissances, la compétence méthodologique et le raisonnement scientifique. Un sujet peut être pertinent sur un critère et ne pas l'être sur l'autre. Ce qui fait qu'au final, les sujets retenus sont la sélection des parties de différentes propositions. Une fois les trois

épreuves choisies, la commission rend le résultat à l'IGEF. Son travail est terminé et ses membres sont censés avoir oublié tout sur les épreuves. "Personne n'entre à la division pédagogique avec du matériel. Quant tu viens, tu travailles avec les équipements de la direction, et tu les rends avant de partir. Tu n'a donc aucune trace sur toi", précise cet interlocuteur.

Il revient alors à l'IGEF de choisir lequel des sujet sera soumis à la réflexion des candidats. Ce qui veut dire que les membres de la sous-commission ne savent pas sa décision finale. Il renferme alors les épreuves dans trois enveloppes. Sur la première, il met bon à tirer. La deuxième porte la mention recours, c'est-

à-dire sujet de rechange en cas de fraude. Et sur la dernière, destinée à la session d'octobre, il est inscrit, remplacement. C'est seulement après tout ce processus que les enveloppes sont remises au chef de division pédagogique pour la saisie. "Seul l'IGEF et le chef de la division pédagogique sont censés savoir", précise-t-on. Évidemment, ce dernier n'est pas seul. Il a 3 à 4 agents qui l'assistent plus la secrétaire. "Il peut arriver qu'il y ait négligence ou culpabilité à ce stade", relève une source. C'est là-bas que les copies sont mises sous enveloppes et déposées dans des malles scellées. L'Office du bac les achemine jusqu'aux centres. Le chef de l'établissement en est le responsable jusqu'à l'arrivée du président de jury. À l'arrivée de ce dernier, les clés sous enveloppe fermée lui sont remises. Il ouvre la malle et voit les épreuves fermées des enveloppes qui ne seront ouvertes que devant les candidats à l'heure des examens. Dans ces conditions, l'on se demande qui a bien pu faire fuiter. Pour l'heure, il n'y a que des interrogations. Est-ce du "sabotage de forces tapies dans l'ombre" ou bien de la négligence ? Certains cherchent même à accuser les syndicats d'enseignants. Une idée qui révolte Abdoulaye Ndoeye. "Nous ne sommes pas dans de petits calculs. Nous ne faisons pas de fixation sur une personne. Nous parlons de faits suffisamment graves. Un enseignant n'a aucun intérêt à ce que le bac soit à terre. Nous sommes des acteurs du système ; il faut être sérieux !" rétorque-t-il. ■

dans cette partie Sud du pays, les gens sont bien organisés et n'hésitent pas à menacer le président du jury. Parfois, ce sont les surveillants qui traitent le sujet en classe. À défaut, ils se débrouillent pour que les candidats aient le corrigé de l'épreuve avant la fin de l'heure. Un autre dit avoir vécu la même chose à Mbour il y a quelques années. Les interlocuteurs disent avoir signalé de tels manquements dans leurs procès-verbaux, mais jusque-là, il n'y a pas de solution. "Il y a beaucoup d'irrégularités dans le bac. Mais l'office du bac préfère les étouffer plutôt que de rendre les publiques et prendre des mesures", déplore notre interlocuteur.

Ces manquements des surveillants a conduit les présidents de jury à demander la correction du dispositif. "Fondamentalement, le système de surveillance et l'administration des jurys doivent être revus. Il faudrait que les surveillants sortent d'une localité à l'autre", préconise l'un d'eux. ■ B. WILLANE

niveau en vaut la peine. Les bacheliers doivent être fiers d'avoir leur diplôme. Là je crois qu'ils ne le seront pas", soutient-il, avant de s'interroger : "Avec cette situation, que va devenir le bac sénégalais sur le plan international ?" C'était pour ensuite exprimer ses inquiétudes. Comme beaucoup d'observateurs, M. Badiane soupçonne un sabotage. Il déclare : "On a l'impression qu'il y a une certaine cabale qui ne dit pas son nom. Peut-être qu'avec les investigations, la lumière sera faite. Nous espérons que cela va se limiter à ces deux épreuves car les conséquences sont désastreuses." Aux enfants, le président des parents d'élèves demande de s'armer de courage et de continuer le travail. "Ne vous découragez pas", leur dit-il sur un ton affectif. ■

COMPLICITÉ ENTRE CANDIDATS ET SURVEILLANTS

“Le président de jury est la personne la plus surveillée”

Ils sont nombreux les présidents de jury à dénoncer la complicité entre les candidats au bac et certains surveillants. D'où la nécessité, selon eux, de revoir le système de surveillance et l'administration des jurys.

En principe, un surveillant dans une salle d'examen est censé avoir l'œil sur les candidats pour qu'ils n'aient pas la possibilité de tricher. Mais au baccalauréat, il y a le renversement de la charge. Ceux qui sont supposés surveiller se retrouvent épiés. "Le président de jury est la personne la plus surveillée. C'est même une expression en vogue", sourit une source qui a occupé cette fonction. C'est qu'en réalité, les surveillants ne remplissent pas leur mission,

ils préfèrent être de connivence avec les candidats.

Enquête a parlé avec quatre enseignants du supérieur qui sont ou ont été président de jury. À l'unanimité, ils ont reconnu que c'est un problème réel. En fait, contrairement aux enseignants qui sont déplacés d'une inspection d'académie à une autre, les surveillants eux restent sur place. Ils sont sélectionnés dans leur milieu, et c'est là qu'ils sont affectés. Autrement, ils sont des papas, des

mamans, des oncles, des tantes, des frères ou des voisins des candidats qu'ils surveillent. Cette proximité est justement source de conflit d'intérêts. "Au lieu de surveiller les élèves, ils les aident à tricher", accuse-t-on. "Dès que le président de jury se lève, tout le monde dans le centre sait qu'il s'est levé. Quand il arrive, on dit aux élèves : "mungi ñëw", révèle l'un d'eux qui dit l'avoir vécu à Ziguinchor.

Son collègue confirme et ajoute que

BAKARY BADIANE (PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES PARENTS D'ÉLÈVES ET D'ÉTUDIANTS DU SÉNÉGAL)

“J'ai l'impression que c'est une cabale”

■ MOR AMAR

C'était trop beau pour être vrai. Une année scolaire sans perturbations majeures. C'était presque réel. Mais l'espoir s'est vite transformé en désillusion. Bakary Badiane, président de la Fédération des associations des parents d'élèves s'en désole : "C'est triste. Nous avons connu des années difficiles marquées par des grèves. Heureusement, cette année, il n'y a pas eu de grève. Les enfants sont restés tranquilles. Même les enseignants ont

quand même senti qu'il fallait une trêve pour pouvoir rattraper ce qui pourrait l'être. Les élèves ont donc travaillé toute l'année. Quand ce matin (hier), on nous a appris cette nouvelle, cela nous a vraiment attristés."

M. Badiane regrette surtout pour les enfants qui en sont les principales victimes. "Certains ont travaillé dur pour avoir ce premier diplôme d'enseignement supérieur. C'est injuste ce qui leur arrive", lâche le parent d'élève désabusé. Selon lui, l'idéal aurait été de reprendre toutes les épreuves pour un



bac "sans tache". "Cela va coûter cher mais l'éducation en vaut la peine, le

COMMENTAIRE

Sabotage !

Comment comprendre l'ampleur des fuites aux épreuves du baccalauréat 2017 ? S'agit-il d'une entreprise de sabotage froidement menée ? En tout cas, ceci n'a pas de sens, car il en ressort un tel sentiment de légèreté que ça en est risible. Comment autant d'épreuves ont-elles pu fuiter ? Que fait l'office du bac ? Évidemment, il serait facile de voir derrière tout ceci l'appât du gain. Mais l'ampleur de la fuite, encore une fois, pousse à croire qu'il y a derrière tout cela une entreprise de sabotage. Car, soit un ou des dépositaires des épreuves ont décidé, en toute connaissance de cause, de les faire fuiter. Soit, d'importantes sommes d'argent ont été données en échange des sujets. Dans tous les cas, il y a eu un laisser-aller.

Et personne n'est absous. Parce que tous ceux qui sont préposés à l'organisation de l'examen sont choisis pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de fuites. Lorsque cela arrive, de manière aussi ubuesque, il est du ressort de l'Etat d'en tirer toutes les conséquences et de nettoyer, une bonne fois pour toutes, les écuries d'Augias. Car cela n'a que trop duré. Déjà, la polémique du Concours général était un coup de semonce. Puis les autorités scolaires ont tout fait pour noyer le poisson, lorsqu'il était manifeste que les épreuves anticipées de Philosophie étaient entachées d'irrégularités, pour ne pas en dire plus. Mais là, c'est le comble ! D'ailleurs, il serait intéressant de voir comment vont réagir les autorités cette fois-ci. Va-t-on assister à la sempiternelle fuite en avant ?

Déjà le directeur de l'Office du bac a dit qu'il ne démissionnerait pas. Soit ! On sait depuis longtemps qu'il n'est pas dans les mœurs des Sénégalais voire des Africains de démissionner. Mais il est de son ressort de faire la lumière sur ces fuites, puisque sa responsabilité est engagée au premier chef. En outre, il est clair que toutes ces légèretés ne font qu'alimenter cette addiction de certains de nos compatriotes à la tricherie. Car des élèves, avec la complicité de leurs parents, paient des fortunes pour obtenir les épreuves, dans le dessein d'obtenir le fameux sésame, vaille que vaille. Alors qu'ils auraient pu bénéficier, depuis leur jeune âge, d'un bon encadrement, quitte à leur trouver des répétiteurs.

Avec toute cette mauvaise publicité, c'est aussi un sacré coup porté à la crédibilité du baccalauréat sénégalais qui, chaque année, ouvre les portes de prestigieuses écoles et universités aux bacheliers. Que dire du traumatisme subi par ces milliers de candidats 'clean' qui vivent déjà un énorme stress ? Eux aussi vont payer les pots cassés par la désinvolture qui accompagne l'organisation de cet examen. Que dire aussi de l'attitude du gouvernement qui n'a pipé mot de cette situation, alors que le conseil des ministres s'est réuni hier. C'est à croire nos gouvernants sont plus préoccupés par les Législatives que par le devenir de toute une génération. Pauvre Sénégal ! ■

GASTON COLY

PLATE-FORME DES ARTS VISUELS AU SÉNÉGAL

En quête d'union

Le bureau provisoire de la plate-forme des arts visuels au Sénégal a tenu une conférence de presse hier au musée Théodore Monod. Divers points ont été abordés à cet effet dont les conditions d'adhésion à cette plate-forme, ainsi que les maux dont souffre ce secteur.



Viyé Diba

■ BIGUÉ BOB

Mieux s'organiser et assainir leur espace. C'est ce que veulent aujourd'hui les plasticiens. Conscients que poser des actes et agir ensemble constituent la seule manière de régler les maux qui gangrènent leur secteur, ils ont mis en place la plate-forme des arts visuels au Sénégal (PAVS). Ainsi conscients que "ce désordre arrange bien et que le vide installé permet à beaucoup d'occuper l'espace" alors que les plasticiens n'y gagnent rien.

En effet, les urgences des artistes ne sont pas prises en compte. Aujourd'hui, ils estiment que l'Ecole nationale des arts qui est en agonie aurait dû connaître bien meilleur sort tel que l'a rappelé hier, au cours d'une conférence de presse tenue au musée Théodore Monod, l'un des présidents de PAVS, Viyé Diba.

La formation étant non négligeable, elle devait être mieux prise en compte. Mais pour le moment, rien

n'est encore fait. Des lois, il en existe mais il manque des décrets d'application pour certaines d'entre elles. Pour d'autres, c'est l'application même qui pose problème. "Il y a trop de choses à faire. Il faut qu'on s'organise. Il y a une inflation dans le secteur parce que les plasticiens ne sont pas organisés", s'est désolé M. Diba. Afin de résorber ces problèmes et d'autres qui empêchent l'artiste de s'épanouir et de vivre de son art, des artistes ont mis sur pied cette plate-forme qui existe depuis 2014. Elle est managée pour l'instant par un bureau provisoire chargé, entre autres, de donner un statut à l'association, de rédiger un règlement intérieur, de définir les critères d'adhésion. Concernant ce dernier point, il est prévu différentes cartes de membres. Assurément, il y en a pour les artistes. Peuvent prétendre à ces cartes ceux qui sont sortis d'une école de formation et ont deux ans de pratique et qui ont participé à deux expositions majeures crédibles. Pour

les autodidactes, il leur faut prendre part à quatre expositions majeures crédibles et, éventuellement, être parrainé par un artiste majeur. Laquelle carte sera présentée à qui de droit, c'est-à-dire le ministre de la Culture et de la Communication d'abord et à toutes les représentations diplomatiques.

"C'est une manière pour nous de clarifier le jeu", a dit Viyé Diba. Même s'il a précisé que la PAVS, étant une association privée, ne saurait dire qui est artiste plasticien et qui ne l'est pas de manière officielle mais peut quand même définir le genre de membres qui doit intégrer leur groupe. Aussi, à en croire M. Diba, "dans toutes les régions du

Sénégal, il y a un représentant de la PAVS chargé de sensibiliser les artistes et de les enrôler avant novembre prochain, date à laquelle est prévue l'Assemblée générale de la PAVS". Il est prévu également d'organiser un "open meeting art". "Il faut innover. On va inviter tous les artistes qui présenteront des projets autour du thème "améliorer la qualité de la vie dans nos espaces urbains, nous sommes preneurs", a fait savoir Viyé Diba. Ce sera une sorte de contribution que les artistes plasticiens vont apporter afin d'embellir lesdits espaces. "On ne peut pas passer notre temps à critiquer sans rien proposer à la place. Depuis longtemps, on parle de l'aménagement de nos espaces urbains mais les régimes changent et les problèmes demeurent. Donc, c'est à nous de revoir comment formuler nos critiques", analyse-t-il. Afin de faire parvenir les projets aux décideurs, un comité de facilitateurs va être constitué. "Les organisateurs ne peuvent que proposer, ce sera aux facilitateurs de veiller à l'exécution de ces projets", a conclu Viyé Diba. ■

HOMMAGE

Un workshop et une exposition pour célébrer les morts

Des morts, les artistes plasticiens en ont connu beaucoup. Mais ces deux dernières années, leur communauté a perdu près de dix artistes majeurs. Un coup dur avec lequel il faut tout de même faire. Pour rendre hommage à tous ceux-là qui ne sont plus avec eux, ils ont décidé d'organiser un workshop et une exposition. L'idée est d'une artiste designer sénégalaise vivant aux USA depuis 20 ans. Maty Niang, elle s'appelle, a pris part hier à la conférence de presse de la plate-forme des arts visuels au Sénégal (PAVS) tenue au musée d'art Théodore Monod. Elle souhaite les associer à ce projet qui lui tient à cœur.

"Il y a des choses que j'ai apportées et avec lesquelles les artistes pourront travailler pendant trois jours ici au musée Theodore Monod. Ce qui m'intéresse aujourd'hui, c'est l'échange qu'on peut avoir en passant trois jours ensemble", a-t-elle dit. Elle prévoit de faire son workshop au cours du mois d'août prochain avec le plus d'artistes possible. Il est également prévu une exposition avec les artistes. Au cours de ce vernissage, seront exhibées les œuvres des disparus. Ce sera avec l'accord de leurs familles. Une manière pour Maty Niang de célébrer des artistes qu'elle a aimés et des professeurs qu'elle a perdus. ■

B.BOB

AFRIQUE/MONDE

SOMMET DU CAIRE

L'Arabie saoudite et ses alliés maintiennent le "boycott" du Qatar

Les ministres des Affaires étrangères des quatre pays qui boycottent le Qatar, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, les Emirats arabes unis et le Bahreïn se sont réunis mercredi 5 juillet au Caire. Dans un communiqué commun, ils ont indiqué qu'ils maintiendront les mesures de "boycott" à l'égard de Doha tant qu'elle poursuivra son soutien à l'extrémisme et au terrorisme. Une nouvelle réunion des quatre est prévue à Manama au Bahreïn.



Le ministre saoudien des Affaires étrangères

Le communiqué des quatre pays indique qu'il n'est pas question de lever l'embargo contre le Qatar tant que ce pays n'aura pas accepté de s'impliquer dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

L'Arabie Saoudite, l'Egypte, les Emirats arabes unis et le Bahreïn exigent du Qatar de ne plus offrir l'asile à des membres d'organisations terroristes, à faire cesser le discours médiatique appelant à la haine et à ne plus s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays arabes.

Le communiqué appelle aussi la communauté internationale à intervenir en mettant la pression sur le Qatar dans le cadre de l'engagement dans la lutte contre le terrorisme.

Les ministres des affaires étrangères des quatre pays réunis au Caire ont indiqué que la réponse du Qatar à leurs exigences était "négative". Ils ont ajouté que de nouvelles mesures pouvaient être adoptées "en temps opportun". Le ministre du Bahreïn a indiqué que la question du gel de la participation du Qatar au Conseil de Coopération du Golfe sera soulevée lors de la prochaine réunion du CCG. ■

RFI.FR

12^E ÉDITION DU FESTA2H

Quand les femmes s'imposent

En partenariat avec le Festa2h, l'Association Gën Ji Hip Hop a organisé hier à la maison des cultures urbaines de Ouakam une demi-journée Troc. Cette activité entre dans le cadre des festivités du festival qui se poursuit jusqu'au samedi 08 juillet.

■ HABIBATOU WAGNE

A l'occasion de la 12ème édition du festival international de hip hop et de cultures urbaines (festa2h), les rappeuses ont déroulé hier une série d'activités au centre culturel de Ouakam. L'événement entre dans le cadre d'un partenariat entre Festa2h et l'Association "Gën Ji hip hop" qui regroupe toutes les femmes qui évoluent dans les métiers des cultures urbaines. En effet, les rappeuses de Dakar, Montréal, Casa et Bamako ont revisité le fonctionnement de leur milieu avant d'étaler les perspectives de ce dernier.

Pour Ndèye Fatou Tounkara, alias

Wasso, Secrétaire générale de "Gën Ji hip-hop", le plus important pour elles, c'est de se connaître et d'échanger des idées. Et surtout essayer de créer un lien entre elles. Parce que, dit-elle, elles sont "amoureuses" du hip-hop. A la fin de cette demi-journée, elles comptent poursuivre leurs activités et rester en contact. "On a constaté que chaque année, il y a des invités artistes femmes qui viennent participer au festival mais on n'a jamais eu le temps d'échanger, de se parler. On les voyait juste sur la scène jouer ; après, c'est fini. C'est la raison pour laquelle on a organisé cette demi-journée pour échanger sur des projets, des styles, des idées, et créer une ambiance", explique Ndèye Fatou.

Par ailleurs, cette percée des femmes dans cette édition du Festa2h a fait que le projet Jokko Fam qui regroupe 5 rappeuses originaires du Sénégal, de la Mauritanie, du Maroc et de la Mauritanie a été renouvelé. Elles étaient en résidence au Sénégal pour enregistrer 7 morceaux, une vidéo qu'elles vont présenter aujourd'hui à la Maison de la culture Douta Seck avant de rallier la Mauritanie pour s'y produire le 08 juillet lors du "festival Assalamalekoun". En septembre prochain, elles seront à Casa et en février 2018 à Ségou au Mali où la résidence sera renouvelée.

La Secrétaire générale de l'Association considère que les femmes ont

aussi leur place dans le milieu du hip hop. Donc, souligne-t-elle, elles doivent se connaître et partager le bon côté du milieu d'artistes. "On ne peut pas dire que la femme est venue pour fédérer ou pour décorer le milieu. On oublie même ce statut de "femme". Au finish, cela devient un fardeau pour nous. On aime et assume ce que l'on est. Le rap est une passion avant d'être un travail", dit-elle. ■

CONSTRUCTION INNOVANTE
**RAPIDE
MODERNE**

Des maisons écologiques, thermiques et économiques avec des délais records de construction

Athegroupe Sénégal
Sicap Liberté 4, Villa N°5087/Q
Adresse : Zone résidentielle
en face Hôtel Jams Lodge BP : 15327 Dakar Fann
Villa N°265 Mbour

Tél/Fax : +221 33 825 85 85
BP : 15327 Dakar Fann
www.athegroupe-sn.com

MOTS FLÉCHÉS • N° 1808 (FORCE 4)

PRÈS QUI PARAÎT TOUS LES TROIS MOIS	HABITANT QUI A TROP BU	NOTE EN BAS DE PAGE FUT PUNI DE	TEL UN COCKTAIL SEC EMPEREUR DE RUSSIE	COIFFURE MILITAIRE VÊTEMENTS DE PLUIE	COUCHE POUR BÉBÉ
EN COMPAGNE DE APÉRITIF AU CASSIS			AGRÉABLE DONNER À BAIL		
		OVATION DU PUBLIC SPORTIF LE FER EN EST UN		ARRÊTÉ À CÔNÉS DÉFIÉ DU REGARD	
GAGNE SOLDAT AMÉRICAIN					ASSEZ MAL
	BOISSON DE BASE TRON- CONNER		GRAND ARRRÉ SOLDAT DE FORTUNE		
CÔTÉ DU LEVER ENSEMBLES DE VAISSEAUX			DIFFUSÉE SUR LES ONDES À PARTIR DE		VOLCAN ACTIF ITALIEN
				IL PROTÈGE LE DOIGT ALBUM MUSICAL	
BONNE BALLE	MALTE OU LA CRÊTE REFECTORIA		NARRATION RETRA		
		IL CREUSE LE SILLON DANS LE VAUCLUSE		OFFRANCE SAINTÉ	
PERROQUET COLORE DANS LE VENT		RÈGLES DOUBLES SANGLER FEMELLE		MOT POUR DESIGNER LONGUE PÉRIODE	
	METTRE DANS LE SOL ASSEMBLAGE DE PARTICULES				MALINS COMME DES RENARDS
TANTE DES ENFANTS EST ÉTYMO			DONNER DE L'AIR VOLUME D'UN SOLIDE		
		PAS LÀ ! SUPPORT DE TÊTE		TROUBLE MONSIEUR ANGLAIS	
PÉTARDS TEXTE BRIEF				TE TROUVES AVANT LE SAUT	
			GIFLE FAMILIÈRE		
ISOLÉE				RENVOIS DE RÉRÉ	

Numéros Utiles

SÉCURITÉ

Gendarmerie Nationale :
800 00 20 20
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18

TÉLÉPHONE

Renseignements Annuaire :
1212
Service Dérangements :
1213
Service Clients : 1441

EAU - SDE

Dépannage & Renseignements
800 00 11 11(appel gratuit)

ONAS

Egoûts, collecteurs
NUMERO ORANGE
81 800 10 12(appel gratuit)

SENELEC

Service Dépannage :
33 867 66 66
Numéro du Guichet Unique :
33 865 01 12

TRANSPORTS

Société nationale de
Chemins de Fer du Sénégal
(SNCS): 33 823 31 40
Aéroport Léopold S.
Senghor de Yoff :
33 869 22 01 / 02
Port Autonome de Dakar
(24H/24) : 33 849 45.45
Heure non ouvrable
Capitainerie : 33 849 79 09
Pilotage : 33 849 79 07

URGENCES

S.U.M.A : 33 824 24 18
SUMA-MEDECIN :
33 864 05 61
33 824 60 30
S.O.S MEDECINS :
33 889 15 15

HÔPITAUX

Principal : 33 839 50 50
Le Dantec : 33 889 38 00
Abass Ndao : 33 849 78 00
Fann : 33 869 18 18
HOGGY (ex-CTO) :
33 827 74 68 / 33 825 08 19

horoscope

Bélier

Amour : vous remettez vos sentiments en question et votre entourage est surpris. Si l'on ne s'attendait pas à un tel changement de situation, vous assumerez parfaitement vos choix. **Travail-Argent** : vous aimeriez bien vous voir confier de plus importantes responsabilités. Mais voyez les choses en face : êtes-vous sûr d'avoir les épaules nécessaires ? **Santé** : votre dynamisme est en hausse.

Taureau

Amour : il sera temps de provoquer les changements nécessaires à l'évolution de votre relation. Ajoutez de la fantaisie dans votre vie. N'hésitez pas à faire des sorties qui sortent de l'ordinaire. **Travail-Argent** : vous êtes doué pour les relations humaines. Vous saurez vous montrer diplomate et on viendra vous solliciter. Vous ferez preuve d'une grande sagesse, ce qui changera de vos habitudes impulsives. **Santé** : vous êtes en excellente forme.

Gémeaux

Amour : vous n'êtes pas toujours aussi sûr de vous que vous le voudriez. Pourtant, les personnes autour de vous vous envient. L'important finalement, c'est peut-être qu'eux le croient. **Travail-Argent** : votre métier ne vous épanouit pas le moins du monde ! Vous avez de plus en plus de mal à vous lever pour aller travailler. Il serait temps de changer de voie ou de suivre une formation plus qualifiante. **Santé** : vous avez besoin de décompresser.

Cancer

Amour : c'est dans la plus stricte intimité que vous trouverez ce à quoi vous aspirez fondamentalement. En famille, vous risquez de rencontrer quelques conflits avec vos enfants ou avec vos parents. **Travail-Argent** : des idées créatrices vous viennent spontanément à l'esprit. Mettez-les au point avant d'en parler. Soignez les détails et soyez discret si vous devez vous faire aider. **Santé** : vous serez particulièrement dynamique.

Lion

Amour : le succès est à votre portée, en effet, qui pourra résister à tant de magnétisme ? Vous êtes irrésistible. **Travail-Argent** : vous ne vous distinguerez pas par votre sérieux. Il y a des difficultés de concentration en vue. **Santé** : faites du yoga.

Vierge

Amour : vous avez le vent en poupe, ne laissez pas passer votre chance si vous êtes célibataire. Vous serez d'un charme fou et vous saurez parfaitement l'utiliser pour parvenir à vos fins. **Travail-Argent** : votre efficacité et votre conscience professionnelle seront remarquées. Vous pourriez bien devenir un élément clé dans votre entreprise dans les semaines à venir. **Santé** : tout va bien. Vous avez une forme d'enfer.

Balance

Amour : un irréspressible besoin de conquête va se faire sentir. Profitez-en pour donner un nouveau souffle à votre relation. Votre vie conjugale s'écoulera sans heurt ni tension. Profitez au maxi-

mum de ces excellents influx pour consolider vos liens. Les célibataires penseront au mariage. **Travail-Argent** : prenez le temps de bien analyser la situation ou vos démarches peuvent échouer. La période paraît bien choisie pour donner un coup d'accélérateur à votre carrière. Faites jouer vos relations sans hésiter. Ne négligez pas l'aspect financier de vos projets. **Santé** : votre énergie se maintient mais il est temps d'adopter une meilleure hygiène de vie.

Scorpion

Amour : Célibataireune personne cherchera à vous influencer, ne vous laissez pas déstabiliser par de belles paroles ou des promesses. Ne tirez pas des plans sur la comète. Vos amours seront quelque peu compliquées ! Évitez de vous lancer dans des aventures scabreuses. **Travail-Argent** : vous avez bien fait de ne pas prendre les bruits de couloir pour argent comptant. Des imprévus pourraient modifier vos projets. Mais patience, les changements en cours tourneront en votre faveur. **Santé** : vous manquerez un peu de vitalité. Attention, une blessure pourrait être occasionnée par votre maladresse.

Sagittaire

Amour : vous aurez un peu l'impression que l'amour vous boude mais cela ne va pas durer. Vous êtes peut-être trop fermé en ce moment, ouvrez votre esprit et votre cœur à des personnes que vous n'attendiez pas. **Travail-Argent** : vous ne laisserez rien au hasard, et vous n'aurez aucun mal pour atteindre les objectifs que vous vous êtes fixés. Ce perfectionnisme vous permettra de prendre de l'avance sur certains projets qui vous tiennent à cœur. **Santé** : très bonne vitalité. Profitez-en pour faire plus de sport.

Capricorne

Amour : vous ferez tout pour que votre partenaire se sente bien auprès de vous. N'en devenez pas envahissant ! **Travail-Argent** : vous tenez à vous imposer dans votre milieu professionnel, mais prenez garde à ne pas multiplier les maladresses. **Santé** : risque de migraine due au stress.

Verseau

Amour : la tension est palpable dans votre foyer et la moindre allumette viendrait embraser les esprits. Ne provoquez pas votre partenaire, vous risqueriez d'être surpris par sa réaction violente. **Travail-Argent** : vous avez du mal à fixer votre attention. Cela s'en ressentira dans la qualité de votre travail. Il vous faudra trouver une nouvelle motivation pour être efficace. **Santé** : bonne résistance nerveuse.

Poissons

Amour : romantisme et sensualité seront au rendez-vous. Le bonheur brillera avec une intensité toute particulière dans le ciel de vos amours. Célibataire, les astres décupleront votre capacité de séduction et votre désir de conquête. **Travail-Argent** : vous aurez la possibilité de faire progresser rapidement une idée nouvelle. Une importante remise en question est à l'ordre du jour. Cela ne provoquera pas un bouleversement brutal, mais un cap sera nécessairement franchi. **Santé** : faites un petit régime. Vous avez besoin de retrouver la forme et vous devez rééquilibrer votre alimentation.

Solutions

MOTS FLÉCHÉS N° 1807

C	T	I	V	L					
M	A	Y	O	N	N	A	I	S	E
I	O	T	A		B	R	E	V	E
P	S	Y		N	A	S	E	A	U
S	O	R	T	I		M	U	R	I
S	I		A	I	G	R	E		S
E	M	M	E	L	A	N	T		T
D	R	A	P		O	C	T	A	V
	T	E	R	N	I		P	I	S
M	O	I	S	E		N	O	I	R
R	E		V	O	E			E	N
F	I	R	M	E	S		F	E	V
G	E	O		C	A		P	O	T
A	I		T	R	A	V	A	I	L
N	A	T	U	R	E	L		T	A
D	A	M	E	E		R	I	M	E
L	I	S	S	E	E		E	S	T

SUDOKU N° 1473

7	1	3	6	2	4	8	9	5
5	8	6	3	9	7	2	4	1
2	9	4	5	1	8	7	3	6
3	5	7	4	6	1	9	8	2
6	2	9	8	3	5	1	7	4
8	4	1	2	7	9	6	5	3
9	6	5	1	8	3	4	2	7
4	7	2	9	5	6	3	1	8
1	3	8	7	4	2	5	6	9

MOTS MÉLÉS EXPRESS N° 1076

Fromage irlandais cylindrique



ADOUCI ALLUMETTE BARBE CAISSIERE COMPATI COTER COUSINE DRAISINE EMOTIVE ENDURANT FOULER	GALANTE GOUVERNE INSULAIRE LONGERON MENEUSE MOTIVER MOULEUR NAIADE OVULE POSTE RAGLAN	RELAIS RESULTANT RETAPAGE SAOULER SEVRAGE SOUFFLEUR TERRIL
E M M N R C N O R E G N O L I M E O A E E B A R B E I R C T O N U L L O T E I G T E U E N T E L G A L I A A A L O E N A I U E A I S U R P U D L L I T V S U R S C V M O A U E F S L E E R I O E O A E V G R F I U R E A T S C S L O T P E U A S T C E N R E V U O G T O O R E E R G C O U S I N E G E S D R F O U L E R I A L U S N I T Y G A L A N T E N D U R A N T E		

SUDOKU N° 1474

		6	1			8		9
	9			6	8	3	4	
	7	3			2			
3		9	8	5				1
6				1		2	9	
	4		7			6		
2	3			9		1		4
7	1		2					
			4	3		7	5	

HEURES DE PRIÈRES

HEURES DE MESSE	HEURES DE PRIERES MUSULMANES
• Cathédrale : 7H	• Fadiar : 05:45
• Martyrs de l'Ouganda : 6H30-18H30	• Tisbar : 14:15
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30	• Takussan : 17:00
	• Timis : 19:51
	• Guéwé : 20:51

RUGBY - AFRICA GOLD CUP À WINDHOEK

Le Sénégal tentera de ramener une victoire ou un bonus défensif



Le XV du Sénégal va jouer la Namibie samedi à Windhoek avec l'objectif de chercher "une victoire ou un bonus défensif" au moins, après avoir perdu ses trois premiers matchs comptant pour le tournoi de l'Africa Gold Cup, a annoncé le manager général des Lions, le colonel Mamadou Fofana. "Ce serait extrêmement compliqué, on

ira jouer avec nos armes et avec l'objectif de décrocher la victoire ou à défaut un bonus défensif, c'est-à-dire une défaite avec pas plus de cinq points de différence", a-t-il dit, rappelant qu'après la Namibie, le Sénégal va jouer contre le Kenya. "Ce sont deux adversaires qui seront difficiles à manœuvrer, mais l'objectif de l'équipe nationale est de garder sa

place dans la poule A", a dit le manager général de l'équipe nationale du Sénégal. "Tout sera mis en œuvre pour rester encore en course", a insisté M. Fofana, assurant qu'en août prochain, le Sénégal jouera contre la Tunisie "avec un effectif plus au complet". "La rencontre contre la Tunisie sera plus à notre portée", l'équipe nationale pouvant selon lui compter sur quasiment tout le monde.

Après deux journées, le Sénégal occupe l'avant-dernière place de sa poule avec un point au compteur. La Tunisie, qui n'a jusque-là qu'une seule rencontre, ferme la marche avec 0 point.

Six équipes sont engagées dans cet Africa Gold Cup. Les cinq premières au classement vont continuer à faire partie de la poule A qui jouera les éliminatoires de la Coupe du monde de rugby 2019. La dernière équipe sera reversée dans la poule B, la deuxième division africaine.

L'Afrique du Sud, un gros bras du rugby mondial, ne fait pas partie de cette classification. ■

(APS)

FOOT - TRANSFERTS

Les clubs anglais explosent leur record d'achat !

Les clubs anglais profitent pleinement de la hausse des droits TV pour financer l'inflation toujours galopante des transferts. Du promu jusqu'aux cadors du championnat, ils font tomber les records d'achat les uns après les autres.

Vous l'aurez remarqué, les clubs turcs se déchaînent sur le mercato estival, avec de nombreuses recrues made in Ligue 1 ou simplement piquées au nez et à la barbe de formations parfois plus huppées. L'une des raisons ? La hausse des droits TV. En Angleterre également, ils sont en hausse de manière spectaculaire et l'impact se fait ressentir sur le marché des transferts. En 2015, la renégociation des droits télévisés avait produit une augmentation de 70 %, avec un pactole total de 6,92 milliards d'euros pour la période 2016-2019. Manchester United n'a donc pas hésité l'été dernier à battre le record du transfert le plus cher en recrutant Paul Pogba pour 105 M€ (120 M€ avec les bonus). Il n'y a pas que les Red Devils qui font tomber des records.

Malgré une tendance historique à démarrer réellement le mercato au milieu du mois de juillet et à franchement accélérer en août, plusieurs clubs de Premier League ont réalisé de belles emplettes, et surtout payé des indemnités de transfert jamais atteintes dans leur histoire. Le dernier en date se nomme Huddersfield, club fraîchement promu, qui vient de déboursier 13 M€ pour l'attaquant de Montpellier, Steve Mounié. Ce dernier devient donc le transfert le plus élevé de l'histoire du club. Au 5 juillet,



Salah a rejoint Liverpool

let, en comptant Huddersfield, déjà 5 clubs ont battu leur propre record : Bournemouth avec Nathan Ake, recruté 22,7 M€ à Chelsea, le promu Brighton avec Matthew Ryan, le portier pris à Valence contre 7 M€, Liverpool avec Mohamed Salah, acheté pour 42 M€ à l'AS Roma, Everton avec Pickford et Keane, respectivement recrutés pour 34 M€ à Sunderland et Burnley.

Arsenal et Chelsea vont suivre

Hormis Liverpool, ces achats records ne concernent pas des cadors du football européen, mais des

joueurs prometteurs du championnat anglais, où chaque transfert entre formations rivales atteignent des sommets inattendus. C'est aussi la conséquence du dernier mercato estival, où, outre la folie de Manchester United avec Paul Pogba, de nombreux clubs ont fait sauter la banque et déjà battu leur record de transfert. On pense notamment à West Ham avec André Ayew, à Leicester avec Islam Slimani, à Tottenham avec Moussa Sissoko ou encore Southampton avec Sofiane Boufal.

En 15 ans, les plus gros montants dépensés ont été multipliés par deux chez les plus petits clubs, par cinq ou six chez les plus gros. Et même les plus réticents sont emportés par l'inflation, comme Arsenal, qui va déboursier 53 M€ (plus 7 M€ de bonus) pour arracher Alexandre Lacazette à l'Olympique Lyonnais. Le Français deviendra donc le joueur le plus cher de l'histoire des Gunners. Chelsea aussi s'apprête à franchir une nouvelle barrière, puisque les dernières indiscretions faisaient état d'une offre de près de 70 M€ pour Alex Sandro. Le record du club, détenu par Fernando Torres lors du fameux transfert réalisé dans les derniers instants du mercato hivernal 2011, risque donc de tomber. Et dire qu'il reste encore 2 mois de mercato ! ■

(FOOTMERCATO.NET)

REVUE TOUT TERRAIN

CÔTE D'IVOIRE

Aurier prend cher...

Après ses récents et multiples dérapages, Serge Aurier (24 ans) a été logiquement critiqué. En France mais aussi en Côte d'Ivoire où son image a été considérablement ternie. "Serge Aurier n'est pas un exemple, il y a d'autres joueurs plus exemplaires que lui, a ainsi lâché le partenaire du Parisien en sélection, le défenseur Ousmane Viera Diarrassouba, à la télévision nationale RTI. Aurier, avec ses déboires, ne reflète pas l'image que l'équipe nationale veut véhiculer. Pour moi, c'est inconcevable (qu'Aurier hérite du brassard de capitaine de la Côte d'Ivoire). Serge Aurier a un fort tempérament. Sur le terrain et sans le vouloir, il a tendance à s'emporter le plus souvent. Il veut tellement bien faire qu'il hausse le ton et a même manqué de respect à ses aînés. Parce qu'au-delà du football, il y le respect des aînés. En Afrique, ce sont des valeurs qui comptent."

FC BARCELONE

Lionel Messi prolonge

Comme annoncé mardi par la presse catalane, le FC Barcelone a officialisé ce mercredi la prolongation de contrat de Lionel Messi. "Dans les semaines à venir le crack argentin signera une prolongation de son contrat jusqu'au 30 juin 2021", indique le Barça sur son site officiel. Le club attend le retour de congés du joueur pour parapher ce nouveau bail. Le contrat de Lionel Messi, arrivé au club en 2000 à l'âge de 13 ans, devait prendre fin en juin 2018.

MONACO

Un prix astronomique fixé pour Lemar

Dans le viseur d'Arsenal et Tottenham cet été, Thomas Lemar (21 ans, 34 matchs et 9 buts en L1 cette saison) a vu l'AS Monaco repousser une offre de 35 millions d'euros des Gunners il y a quelques jours. Une proposition bien éloignée des attentes du club de la Principauté puisque le Daily Mirror annonce que l'ASM a fixé le prix de l'ancien Caennais à 91 millions d'euros ! En d'autres termes, l'international français n'est pas à vendre. Les dirigeants monégasques espèrent ainsi refroidir les ardeurs de ses courtisans.

ARSENAL

Lacazette le mieux payé du club

Le peu de suspense qu'il restait a été définitivement levé ce mercredi : Alexandre Lacazette (26 ans, 30 matchs et 28 buts en L1 cette saison) s'est officiellement engagé pour les cinq prochaines saisons en faveur d'Arsenal. L'Olympique Lyonnais récupère 53 millions d'euros dans la transaction, plus 7 millions de bonus éventuels. Le club rhodanien n'est pas le seul à toucher le gros lot dans le cadre de ce transfert. L'attaquant français aussi. La presse anglaise évoque en effet un salaire hebdomadaire fixé à 230.000 euros, soit près de 12 millions d'euros par an, ce qui fait de Lacazette le joueur le mieux payé des Gunners.

BESIKTAS

Les détails du contrat de Pepe

Ciblé par le Paris Saint-Germain, Pepe (34 ans) a préféré rejoindre

Besiktas. Mardi soir, le défenseur central portugais s'est engagé pour deux ans avec le club turc. Fotomac dévoile les détails de son nouveau contrat. Ainsi, l'ancien joueur du Real Madrid a encaissé 3 millions d'euros de prime à la signature. En Turquie, il percevra un salaire annuel net de 3,35 millions d'euros, plus diverses primes (250 000 € en cas de titre en championnat, 350 000 € s'il dispute plus de 35 matchs par saison).

BARÇA

Munir ciblé par l'OM et l'OL !

Voici la nouvelle piste offensive du jour à l'Olympique de Marseille. Ce mercredi, le quotidien catalan Sport annonce que le club phocéen est très intéressé par l'attaquant du FC Barcelone, Munir El Haddadi (21 ans, 33 matchs et 6 buts en Liga cette saison), prêté au FC Valence la saison dernière. Conscient qu'il lui sera difficile de s'imposer en Catalogne avec la présence de la "MSN", le jeune attaquant a refusé une offre du Zénith Saint-Petersbourg et verrait d'un bon œil une expérience en France. Les liens entre le Barça et le directeur sportif marseillais Andoni Zubizarreta pourraient faciliter les discussions. Les Blaugrana réclament 15 millions d'euros pour céder leur joueur. Un montant qui ne semble pas être un obstacle insurmontable si l'OM décidait de passer à l'action. Un autre club français est également sur les rangs puisque Sport évoque le nom de l'Olympique Lyonnais. Cependant, Lyon ne fait pas du recrutement d'un attaquant sa priorité.

MANCHESTER UNITED

Griezmann revient sur sa non-venue

Très chaud à l'idée de rejoindre Manchester United cet été, Antoine Griezmann (26 ans, 36 matchs et 16 buts en Liga cette saison) a finalement décidé de rester à l'Atlético Madrid suite à l'interdiction de recrutement confirmée pour les Colchoneros. L'attaquant français est revenu sur cet épisode dans le magazine Four Four Two. "La principale raison derrière ma décision de rester est l'interdiction de recruter. L'Atlético n'a jamais eu autant besoin de moi que maintenant et j'ai senti qu'il fallait que je reste. Ça aurait été moche de partir à ce moment-là. Je ne suis pas ce type de personne. Pour être honnête, je ne sais pas à quoi va ressembler la suite. Je vais jouer à l'Atlético la saison prochaine et ensuite on verra. Pour l'instant, je ne pense qu'à l'Atlético de Madrid. Je trouve ça absurde de discuter de ce qui se passera dans un an", a confié l'international tricolore.

MANCHESTER UNITED

Rooney de retour à Everton ?

Plus vraiment dans les petits papiers de José Mourinho à Manchester United, Wayne Rooney (31 ans, 25 matchs et 5 buts en Premier League cette saison) pourrait effectuer un retour aux sources cet été. Selon The Sun, l'attaquant anglais est proche de rejoindre Everton, son club formateur. Le tabloïd affirme que Rooney rejoindra gratuitement les Toffees qui continueront de lui offrir le même salaire qu'à Manchester, soit environ 285 000 euros par semaine. L'international anglais avait quitté Everton en 2004 pour rejoindre Old Trafford.

PRÉPARATION AFROBASKET FÉMININ 2017 - PARFAIT ADJIVON (SÉLECTIONNEUR ADJOINT DU SÉNÉGAL)

“On a senti que les Lionnes ont envie de faire quelque chose”

A l'issue de la première séance de préparation à l'Afrobasket féminin de Bamako 2017 (du 18 au 27 août), l'entraîneur adjoint, Sir Parfait Adjivon, a rassuré quand à l'envie des Sénégalaises d'aller défendre leur titre. Seules 16 joueuses sur les 22 convoquées ont été présentes hier.



ADAMA COLY

Enfin, c'est parti pour la première phase de la préparation du Sénégal en direction de l'Afrobasket féminin. Initialement prévue le 2 juillet, la première séance s'est finalement tenue hier après-midi, vers 17 heures. Malgré tout, le sélectionneur adjoint trouve que ce retard n'a pas d'impact négatif sur le moral du groupe. “L'état d'esprit est très bon. On a senti qu'elles ont envie de faire quelque chose”, juge Sir

Parfait Adjivon qui a dirigé le travail avec d'autres collaborateurs, notamment El Hadj Mamadou Thiam Diop. Pour un début, le staff y est allé en douceur. “Aujourd'hui (mercredi), on a fait une séance de 01h30mn, c'est compte tenu du fait qu'on n'a pas maîtrisé leur récupération parce qu'elles viennent de chez elles. On ne pouvait pas (donc) faire 2 heures. On a fait une séance légère, avec beaucoup de shootings et beaucoup (de travail sur) les techniques individuelles”, détaille le coach du Dakar

Université Club (Duc).

Certaines Lionnes, restées longtemps sans compétition, retrouvent donc le parquet. Sir Parfait Adjivon toutefois rassure qu'elles vont retrouver leur rythme. “Sur le plan physique, il n'y aura pas de souci parce qu'on aura à faire au moins 40 séances. C'est normal qu'elles aient récupéré. Maintenant, elles vont retrouver leur forme sur le plan physique”, dit-il.

“On a envie de voir ce que les jeunes valent”

Le sélectionneur Moustapha Gaye a fait le choix de greffer beaucoup de jeunes à son groupe de 22 joueuses présélectionnées. “Vous savez, une équipe nationale est ouverte à toute joueuse susceptible de pouvoir jouer. On a des jeunes qui ont rejoint le groupe. On a envie de voir ce qu'elles valent, de leur donner leur chance aussi”, explique son adjoint Adjivon.

Seules 16 ont pris part à l'entraînement de ce mercredi. “Les autres vont rejoindre le groupe plus tard”, informe Adjivon. Aïda Fall, Astou

Traoré Maïmouna Diarra, Mame Marie Sy, Aminata Fall, Oumou Khaïry Sarr sont celles qui ont manqué ce premier jour de travail.

Pour défendre son titre continental conquis en 2015 au Cameroun, le Sénégal va dérouler un plan de préparation en 3 phases. La première a débuté ce mercredi pour prendre fin le 18 juillet à Dakar. La seconde, qui est prévue du 20 juillet au 5 août 2017, se fera soit en France, soit en Italie. La 3e et dernière phase de 9 jours est programmée à Dakar (du 6 au 14 août 2017). Les Lionnes rejoindront la capitale malienne, le 14 août, où se déroulera la compétition du 18 au 27 du même mois. Le coach Tapha Gaye et ses joueuses auront trois jours (du 15 au 17 août) pour réviser leurs gammes. ■

Liste des joueuses présentes :

Fatou Dieng, Mame Diodio Diouf, Ndèye Khadidiatou Dieng, Ndèye Fall, Elma Kinta Malou, Ndèye Sène, Oumoul Khaïry Thiam, Aya Traoré, Sokhna Lycka Sy, Diary Diouf, Tenning Sabelle Diatta, Dado Faye, Oumou Kalsoum Touré, Aïcha Sidibé, Ramata Daou, Ndèye Amy Syll.

comment vous jugez le groupe actuel ?

Il y a des nouvelles qui ont intégré le groupe mais ça ne change pas grand-chose. Même si elles n'étaient pas là avant, on se connaissait déjà. Même si c'était seulement de nom, il faut les intégrer. Elles sont motivées et contentes d'être là.

Avec votre expérience, quel est le message que vous transmettez à celles qui arrivent en sélection ?

Il faut croire en soi, les places sont là pour tout le monde, il faut se battre. Après, c'est le coach qui fera sa sélection. L'équipe nationale est là pour tout le monde, donc il faut avoir la discipline, l'envie, la motivation et se donner à fond. ■

PAR A. COLY

AYA TRAORÉ (CAPITAINE DES LIONNES)

“Mes conseils pour les nouvelles...”

Comment se passe ce premier jour de travail ?

“Ça se passe bien ! C'est le premier jour, les filles sont présentes, il y a quelques-unes qui seront en retard. Mais dans l'ensemble, ça va.

Comment est l'ambiance ?

C'est une bonne ambiance. Comme vous l'avez vu, toutes les

filles sont là. Elles sont motivées, elles ont répondu présent à l'appel du coach. Voilà, c'est le premier jour, on va voir comment on va s'adapter durant toute la préparation.

L'objectif de cette année, c'est quoi ?

Il n'a jamais changé. C'est d'y aller et d'essayer de gagner. Voilà, mais il y aura tout un processus. C'est le pre-



mier jour, je ne peux pas dire grand-chose, mais on va se mettre au travail.

Personnellement, comment vous vous sentez physiquement ?

Ça va ! (Elle insiste)

En tant que joueuse d'expérience,

LOUIS LAMOTTE (CANDIDAT À LA PRÉSIDENTE DE LA FSF)

“Je ne suis pas en compétition avec Mbaye Diouf Dia”

GAUSTIN DIATTA (THIÈS)

À Thiès où il a été reçu hier par la Ligue de football, Louis Lamotte n'a pas caché son envie de travailler aux côtés de son “complice” et président de Mbour Petite Côte (club de Ligue 1) pour le rayonnement du football sénégalais. “Mbaye Diouf Dia est mon ami avec qui je me concerte beaucoup jusqu'à aujourd'hui. Je ne suis pas en compétition avec lui. S'il était disponible et si je lui avais demandé de m'accompagner à Thiès, il l'aurait fait volontiers.

C'est pour vous dire à quel point nous sommes presque des complices dans une certaine mesure”, précise-t-il avant de poursuivre : “Nous avons tous les deux vécu dans le football. Nous avons des prétentions à gérer la Fédération sénégalaise de football.”

L'ancien président de la Ligue sénégalaise de football professionnel (Lsf) révèle qu'il a décidé de venir dans la “capitale du Rail” pour écouter les acteurs du football thiessois et non “pêcher dans les eaux” de son adversaire Mbaye Diouf Dia. En revanche, pour ce qui concerne la

question relative à une fusion de candidatures avec Mbaye Diouf Dia comme le souhaite le président de la Ligue de football de Thiès, Louis Lamotte se veut clair. “Nous sommes déjà en collaboration. Si ça devait arriver, c'est pour le meilleur. En tout cas, ce que j'ai envie de dire, j'ai bien besoin, bien envie de retrouver Mbaye Diouf Dia et Pape Sidy Lô (président la Ligue de Thiès, réélu hier pour un mandat de 4 ans) au sein d'une équipe pour qu'ensemble, nous puissions faire bouger le football dans le bon sens, dans la bonne direction”, souligne-t-il.

Toutefois, il indique qu'il compte sur Thiès pour “un renouveau du football sénégalais” par lui ou par un autre. Car, rappelle-t-il, il est temps d'y changer et d'ausculter de nouveaux horizons.

“L'entité de base du football qui est le club est malade”

Revenant sur le troisième mandat de Me Augustin Senghor, Louis Lamotte estime qu'il est temps pour lui “de laisser les autres poursuivre l'aventure”. “Je ne dis pas que tout est mauvais dans son mandat. Mais tout n'est pas rose non plus. Pendant longtemps, nous avons travaillé avec Me Augustin Senghor. Nous avons décelé des forces et des faiblesses. Quand on gère une structure pendant au moins 8 ans, on doit donner la chance aux autres”, martèle Louis Lamotte. D'après le candidat à la présidence de la FSF du 12 août, les clubs sénégalais méritent d'être

soutenus. “L'entité de base du football qui est le club est malade. Et par conséquent, la quintessence, ce serait en priorité de s'occuper des clubs sénégalais et d'inventer, avec les acteurs, les présidents des ligues et de districts un nouveau modèle économique pour les clubs sénégalais qui leur donnerait le minimum de moyens assurant leur viabilité”, soutient Lamotte. Avant de poursuivre : “Aujourd'hui, dit-il, les clubs ont des difficultés même pour acheter les licences et pour honorer les déplacements dans le cadre des championnats. Quand on en arrive à ce niveau d'indigence, il faut s'arrêter et essayer de trouver un autre chemin. Le chemin qui, en tout état de cause, passera par l'inévitable question économique. Le volet économique est de plus en plus important. Sans argent, on ne peut pas grand-chose. Le talent ne suffit plus à lui-même”, déclare le Saint-Louisien. ■

BRÈVES

CHAN 2018 - AMICAL MAURITANIE / SÉNÉGAL

Avec 18 Lions locaux à Nouakchott

Pour la manche retour de la double confrontation amicale contre la Mauritanie, l'entraîneur de la sélection locale du Sénégal, Moustapha Seck, se déplace à Nouakchott avec 18 joueurs. Le match est prévu le samedi 8 juillet 2017 à Nouakchott. Il entre dans le cadre de la préparation du 1er tour préliminaire – Zone Ouest A – du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) qui aura lieu au Kenya en 2018. Pour ce premier tour, le Sénégal vaudra déplacer en Sierra Leone, le 14 ou le 15 juillet. Le match retour est prévu à Dakar, deux semaines plus tard.

Liste des 18 joueurs

Gardiens : Pape Seydou Ndiaye (NGB), Pape Diatta Ndiaye (As Douanes)

Défenseurs : Matar Kanté, Mamadou Sylla (Jaraaf), El Hadji Youssooupha Konaté (As Douanes), Mamadou El Fadel Barry (Teungueth FC), Abdou Chafi Sow (NGB)

Milieux : Elimane Oumar Cissé (Diambars), Jean Rémi Bocandé (Us Gorée), Sidy Bara Diop (Génération Foot), Idrissa Niang (Jaraaf), Alassane Ndao (Dakar Sacré-Cœur), Assane Mbodj (Jaraaf), Moussa Marone, Chérif Salif Sané (Casa Sport)

Attaquants : Dame Guèye (Diambars), Honoré Gomis (Guédiawaye FC), Amadou Dia Ndiaye (Génération Foot)

ONCAV - JUSTICE

Amadou Kane

lourdement condamné

Moussa Diaw Dieng, suspendu en 2012 de son poste de président de l'Organisme régional de coordination des activités de vacances (Orca) de Diourbel, retrouve désormais son siège. C'est ce qu'a décidé hier le Tribunal de grande instance de Dakar, en annulant le procès verbal de suspension de sept membres de l'Orca de Diourbel prise en 2012 par le président de l'Organisme national de coordination des activités de vacances (Onca), Amadou Kane. Le tribunal a aussi condamné le vice-président chargé de l'organisation de la Fédération sénégalaise de football à payer la somme de 20 millions F Cfa à Moussa Diaw Dieng et Mamadou Dioum au titre de dommages et intérêts. Pour rappel, Moussa Diaw Dieng et ses amis ont été déboutés par le tribunal régional de Diourbel et la Cour d'appel de Thiès. Mais ils ont demandé un nouveau jugement devant le Tribunal de grande instance de Dakar. OUMAR BAYO BA